

Critique Communiste

revue mensuelle

de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n°
62

avril 87 14 fr

BILAN D'UN HIVER CHAUD

●
LE PS ET LE « PARTI ORGANIQUE »

●
« Génération »

Entretien avec A. Krivine et J. Pienkny

●
Afghanistan
L'éternité en guerre

●
La critique de jazz
A propos du livre de Jalard

●
Contributions
pour le 8^e Congrès de la LCR

Bilan d'un hiver chaud

François DIETRICH

Le climat météorologique et le climat social furent, cet hiver, à l'opposé. En l'absence de perspectives politiques immédiates, la vague de luttes est provisoirement retombée. Mais les phénomènes souterrains qui s'y sont révélés, à la surprise des observateurs superficiels, n'ont pas fini de produire leurs effets. Le mouvement ouvrier au sens large, au-delà des organisations politiques et syndicales, est entré dans une nouvelle phase de bouleversement. La crise des organisations réformistes – PS et PCF – est profonde et durable, parce que la crédibilité de la perspective réformiste elle-même – gérer la crise du capitalisme sans le bouleverser – est profondément entamée. L'une des manifestations de cette crise, la répulsion du mouvement des jeunes à l'égard des organisations soupçonnées *a priori* de manipulations, est désormais une donnée structurelle qui vaut pour toutes les catégories sociales. Ceux qui, pour s'en réjouir ou s'en inquiéter, ne veulent y voir qu'un « apolitisme » se méprennent. S'il s'agit bien d'un rejet des acteurs politique traditionnels de droite ou de gauche, un large espace s'ouvre cependant *a contrario* à tous ceux qui sauront ouvrir des perspectives, un langage et une pratique qui tranchent avec ceux des organisations traditionnelles : bref, une alternative. La tâche n'est pourtant pas aisée, car il faut offrir une réponse à la question fondamentale : peut-on proposer une issue crédible à la crise capitaliste ?

LA crise capitaliste actuelle est à la fois classique, dans ses mécanismes, et profondément originale par rapport aux époques précédentes, quant à ses formes et à ses modalités de développement. Il faut s'en souvenir pour comprendre la véritable leçon de laboratoire que viennent de constituer le mouvement des jeunes de novembre-décembre et la vague de luttes du secteur public, puis celle de l'Education nationale. Cette phase de luttes a modifié la situation politique française en mettant fin au recul de la combativité des travailleurs qui avait marqué les années précédentes. Ce changement de climat concentre dans ses manifestations des tendances profondes à l'œuvre de façon plus ou moins souterraine dans les années passées. Devenues apparentes, elles vont désormais modeler le paysage des luttes à venir.

Douze années nous séparent déjà des « chocs pétroliers » des années

soixante-dix qui avaient servi de révélateur à la crise capitaliste. Depuis, aucune solution ne se dessine pour remédier à l'engorgement d'un marché qui n'arrive plus à écouler les masses de marchandises et à rentabiliser les capitaux colossaux accumulés dans la phase d'expansion de l'après-Seconde Guerre mondiale.

Plus longue la crise, plus profonds les effets

Douze ans, c'est précisément, entre 1929 et 1940, ce qu'il avait fallu au capitalisme des années trente pour imposer aux travailleurs sa « solution » : la purge massive du système par l'holocauste de la guerre mondiale. Douze années marquées dans les pays clés du système par des victoires décisives de la bourgeoisie : le nazisme en Allemagne, l'enlisement du Front populaire en



Le come-back des has-been

Extrait de Wolinsky : « Le programme de la droite » (Denoël).

France, l'écrasement de la révolution espagnole.

A contrario, la crise d'aujourd'hui dure parce que la bourgeoisie, qui sait que les travailleurs n'ont pas la mémoire aussi courte qu'on veut bien le dire, craint les affrontements brutaux à l'issue incertaine. Elle préfère, dans les pays capitalistes développés, procéder par étapes, par attaques graduées. De ce fait, si les travailleurs n'ont pas encore trouvé les moyens de mettre fin à cette crise que les capitalistes tentent de leur faire payer, ils ont eu le temps d'accumuler les expériences dans la dernière décennie sans avoir subi, en dehors du cas particulier de l'Angleterre de Thatcher, de défaite significative. Dans les années trente, l'expérience de l'incapacité des partis réformistes, PS et PC, d'offrir une issue à la crise fut brutale et rapidement suivie du second conflit mondial qui broya les êtres et les consciences. L'expérience ne put parvenir à maturité, et cela explique pour une large part comment des partis comme le PCF ou la social-démocratie allemande purent aussi vite se reconstruire dans le cours même de la guerre ou à sa sortie.

Trois générations

Aujourd'hui, l'expérience de trois générations successives se combine dans une même et profonde déception envers les partis et syndicats de gauche, alors que rien n'est joué dans la crise capitaliste actuelle. Que l'épidémie de « SIDA mental » se soit étendue des jeunes aux cheminots puis aux instituteurs ne doit rien au hasard ou aux manipulations trotskystes inventées par tous les Pasqua de la presse qui, quand

ils ne comprennent plus, cherchent les complots et les agitateurs masqués.

Ceux et celles qui avaient vingt ans en 1968 en ont aujourd'hui quarante. Ils ont vécu alors la paralysie des partis de gauche, leur soulagement écoeurant à se précipiter dans les élections de juin 1968 alors qu'une société entière voulait changer le monde. Dix ans plus tard, ils ont vécu la rupture de l'Union de la gauche à quelques mois d'une victoire électorale qui semblait acquise, avec ceux venus à la politique après Mai 68 dans les années du Programme commun. Comment s'étonner que ce soit avec circonspection et scepticisme qu'ait été observée la victoire de Mitterrand de 1981 à laquelle cependant tous avaient participé ? Une nouvelle fois, les promesses furent oubliées et les espoirs, malgré tout présents, trahis. Tout ce que la droite n'avait pas osé après 1978, la gauche l'aura fait : remise en cause des droits sociaux, acceptation du chômage, « flexibilité » du travail, glorification de l'entreprise capitaliste pour laquelle chacun doit se dévouer.

La troisième génération, celle des mobilisations antiracistes, s'est levée contre la montée de l'extrême droite à qui les incohérences de la gauche au pouvoir avaient ouvert une voie royale. Comment un Le Pen ne se serait-il pas en effet senti des ailes devant des gouvernements allant de reculade en reculade, depuis l'abandon du droit de vote municipal pour les immigrés jusqu'à Fabius avouant face à Chirac, dans le débat télévisé de novembre 1985, son absence de « désaccord fort » sur les questions de l'immigration ? Cette génération a compris que la gauche traditionnelle n'était pas une alternative face à la droite et à la crise capitaliste avant même d'avoir eu le temps de l'espérer.

la dévotion de moi :
 Qui a écrit... en ?
 ... les syndicats ont tout fait pour
 dévotionnel fait fonction de tels les
 remettre par les syndicats par leur
 dans les partis et par leur empie-
 leur a relevé les changements sans
 trouver par la conscience intérieure
 que il est vrai que si les syndicats
 ont respectés de la classe du rang de
 empêcher le mouvement des
 hommes politiques se réorganisent, au
 de fait mouvement d'opinion pour
 développer en France depuis 1980
 ... les uns ont le droit de tels
 international ont perdu leur crédibilité
 que aux rangs du ne-jeu span-
 neau qui ouvre la voie à l'avenir les
 «ventes» ?
 Lundi 3 janvier 1987
 Peuple, éditorialiste des Échos

Les partis traditionnels de gauche sont profondément discrédités et ils entraînent dans leur discrédit les directions syndicales qui leur sont liées et qui, depuis quinze ans, les ont suivis dans leurs calculs électoraux et leurs manœuvres de division. Ils peuvent être encore admis comme un moindre mal face au « libéralisme » agressif d'une droite remise de ses émotions de 1981. Mais quand leurs intérêts immédiats leur semblent profondément menacés, les travailleurs, les femmes, les jeunes, les immigrés de toute génération ne font plus d'abord confiance qu'à leurs propres forces et à leurs luttes : ils n'acceptent d'y voir participer partis et syndicats que sous étroite surveillance. Ce réflexe n'est pas en lui-même nécessairement positif dans la mesure où il est, dans l'immédiat, surtout le produit des désillusions accumulées depuis une décennie. Mais dans une période où la classe capitaliste ne réussit pas à imposer ses solutions faute d'une détermination et d'un rapport de forces social suffisants, cette défiance d'une large frange de travailleurs, regroupant plusieurs générations, à l'égard des organisations censées les défendre est désormais une donnée essentielle pour l'avenir.

Un nouveau corporatisme ?

Certains croient voir dans l'« apolitisme » des mobilisations des jeunes, dans le caractère radical de la lutte des cheminots et dans la volonté d'indépendance dont témoigne l'émergence des « coordinations » de grévistes le signe d'un nouveau corporatisme. Le danger est sans doute présent. Car, dans une phase de désillusion, ne compter que sur ses propres forces peut n'être qu'une variante combative, mais désespérée, d'un certain repli sur soi qui caractérisait la situation politique française jusqu'à ces derniers mois. Depuis, d'autres secteurs sociaux ont connu ces phénomènes. Celui de la santé a vu se multiplier dans l'année 1986 les « coordinations » et les associations parasyndicales, entretenant avec les syndicats des rapports obligés mais conflictuels, sans cependant s'avérer capables d'un minimum de convergence face à une même politique d'austérité¹. La lutte des cheminots a connu effectivement le paradoxe d'un mouvement des roulants maintenant contre vents et marées son mot d'ordre de grève face à une direction intransigeante, tout en redoutant l'extension aux autres catégories de salariés et la « dissolution » de la lutte. Pourtant, dès lors que le rapport de

forces permis par la grève des roulants se révélait insuffisant, l'extension à d'autres catégories et à d'autres secteurs s'avérait l'arme la plus efficace.

Pourtant, le danger du corporatisme ne serait réel que si la prise de distance de ces couches d'avec « la politique » n'avait d'autre motivation que l'absence de satisfaction des revendications immédiates. Or, il en est d'autres, peut-être plus profondes encore.

Les jeunes et les travailleurs vivent désormais à l'heure de la révolution des médias, au rythme du monde. La hausse globale du niveau culturel et des connaissances permet à beaucoup de connaître et de comprendre à grands traits l'évolution planétaire, dont chacun sait qu'elle détermine, en fin de compte, l'avenir de tous. Une formation politique, pour être crédible, doit offrir une perspective sociale d'ensemble, capable de répondre tant à la crise convulsive du capitalisme qu'à la paralysie des systèmes de l'Est. Or, c'est précisément sur ce terrain fondamental que le Parti socialiste et le Parti communiste connaissent en fait le plus grave de leur crise.

Comme le docteur Faust, le Parti socialiste a vendu son âme. Il fut porté au pouvoir en 1981 sur un programme à tonalité « gauche », voire même avec certains accents gauchistes, qui explique pour une part la crédibilité et la cohérence de la candidature Mitterrand. Il ne lui aura fallu qu'un an pour revenir en toute hâte à une gestion loyale et raisonnable du capitalisme, dès 1982, avec l'annonce de la « pause » dans les réformes et l'amorce de la politique de « rigueur » (*sic*). Le « changement » promis n'a pas eu lieu. Sur le terrain social, la crise a continué de toucher de plein fouet les travailleurs et le discours « libéral » a pu redevenir crédible. Les nationalisations n'ont pas été l'occasion pour eux de prendre enfin le pouvoir dans les secteurs clés de l'économie et l'accusation d'« étatismisme » a trouvé prise. De toutes les promesses du candidat Mitterrand, il n'est pas surprenant que celles qui avaient le plus valeur de symbole n'aient pas été tenues, comme la réduction du service militaire à six mois ou la suppression du conseil de l'Ordre des médecins.

Parti socialiste : le syndrome de Faust

Comme le docteur Faust, le Parti socialiste profite de la vie et surtout de l'absence de rival sérieux dans le mouvement ouvrier. Il occupe le terrain, étant le seul à offrir dans l'immédiat une perspective politique palpable : la can-

La devinette du mois :

Qui a écrit... ça ?

« Nos syndicats ont tout fait pour déconsidérer leur fonction de relais responsables par leur archaïsme, par leurs partis pris politiques et par leur entêtement à refuser les changements vitaux imposés par la concurrence internationale... Il est vrai que, si les syndicalistes sont responsables de la chute du taux de syndicalisation, le microcosme des hommes politiques est responsable, lui, du fort mouvement d'apolitisme qui se développe en France depuis quelques années.

« Dès lors que, là aussi, les relais intermédiaires ont perdu leur crédibilité, gare aux ravages du ras-le-bol spontanéiste qui ouvre la porte à toutes les aventures ! »

Lundi 5 janvier 1987
Favilla, éditorialiste des *Echos*

didature socialiste à la présidentielle de 1988. Les militants de Convergences socialistes parient sur une extension de la place du PS, et il faut reconnaître qu'ils lui ont permis de jouer un rôle non négligeable dans la lutte étudiante au travers de l'animation de l'UNEF-ID².

tutions. Le Mitterrand de 1987 joue sa partie d'échecs institutionnelle avec la droite et, de temps en temps, fait un sermon télévisé aux travailleurs sur les vertus du dialogue et de la paix sociale. Comme son président, le Parti socialiste a dilapidé son capital le plus précieux : il n'a plus de projet à long terme



L'absence de crédibilité à long terme du PS est la rançon de la trahison des espoirs de 1981.

Le 10 mai au soir.

Mais le fond du problème est ailleurs : on peut occuper le terrain, on peut remporter la présidentielle, mais quand on a vendu son âme, ce n'est jamais sans conséquence. Quel qu'il puisse être, que ferait le deuxième président socialiste que n'aurait pu faire le premier, alors que le rapport de forces face à la droite sera probablement moins favorable qu'en 1981 ? Déjà, on peut s'interroger : le PS se vante d'avoir recruté 20 000 adhérents en 1986. Est-ce si considérable pour un parti qui a détenu tous les pouvoirs durant cinq ans ? Si on en croit les estimations les plus optimistes, le nombre des adhérents s'élève à 200 000 ; autant qu'en 1937 lorsque la France comptait trente-cinq millions d'habitants et que les femmes, pour l'essentiel, restaient exclues de la vie politique³.

Le Parti socialiste occupe le terrain, mais qu'a-t-il apporté aux grévistes jeunes et aux grévistes de la fonction publique ? Quelles initiatives a-t-il pris pour permettre au rapport de forces de s'étendre en leur faveur ? Que reste-t-il à dire une fois que le président affirme son accord avec Chirac sur la question des salaires ?

Le Mitterrand de 1981 se présentait comme la force tranquille d'un changement en profondeur, une sorte de révolution pacifique respectant les insti-

à défendre aux yeux de ceux qui l'écoutent. Le comité directeur a fait la « synthèse » : il n'en ressort aucun projet mobilisateur et tout se résume aux manœuvres des courants pour la présidentielle.

Parti communiste : la spirale de l'échec

En d'autres temps, le Parti communiste aurait pu tirer son épingle du jeu face à un Parti socialiste discrédité. En participant au gouvernement après 1981, il pouvait faire oublier sa politique de division criminelle qui, entre autres, conduisit à l'échec électoral de 1978. En le quittant en 1984, après avoir avalé toutes les couleuvres de la « rigueur » en ne protestant qu'à mi-voix, il aurait pu en faire porter toute la responsabilité au PS. Mais le PCF souffre d'un mal incurable. Le Parti socialiste a dilapidé son identité de parti du « changement » au profit d'une vague notion de justice sociale. Le PCF, lui, a conservé son identité face au PS, mais elle lui colle à la peau comme une maladie honteuse. Là encore, trois générations ont fait la double expérience de son sectarisme et de son attachement aux valeurs les plus rétrogrades des

régimes bureaucratiques d'Europe de l'Est. La génération de 1968 a connu la Tchécoslovaquie, celle des années soixante-dix la rupture injustifiable de 1977 et, depuis, tous ont partagé l'espoir des travailleurs polonais auxquels le PCF n'aura pas accordé le moindre soutien, à défaut de les condamner en termes aussi impitoyables que les travailleurs hongrois de 1956.

A cette donnée essentielle, il faut ajouter le fait que le PCF n'a plus aucune perspective en France que de remonter un peu son pourcentage aux prochaines élections, faute de pouvoir une nouvelle fois rejouer la carte « unitaire » avec le Parti socialiste. Dans les quinze dernières années, le PCF a oscillé entre un discours « unitaire », acceptant intégralement la perspective de la gestion de la crise et le réformisme du Parti socialiste, et par conséquent ne pouvant plus se différencier de lui, et un sectarisme n'ayant pour seul horizon historique que la grisaille policière de l'Est.

Toute la difficulté pour l'ensemble des militants « rénovateurs » de ce parti consiste à sortir de ce véritable détroit de Charybde en Scylla. Cela n'est possible qu'en fondant une pratique unitaire sans sectarisme avec les autres courants du mouvement ouvrier, respectant la démocratie du mouvement des travailleurs, tout en défendant un véritable programme de rupture avec le capitalisme et avec les sociétés de l'Est. C'est ici que nos préoccupations respectives se rejoignent. Rien ne serait plus utile tant il est vrai que, si le PS n'a pas encore connu sa damnation, on ne voit guère en revanche comment le PCF pourrait désormais échapper à la descente aux enfers dans laquelle il s'est engagé. Or, la crise ultime de ce parti ne sera utile que si elle débouche sur une alternative constructive. Sinon, elle risque de conduire à de nouvelles illusions social-démocrates et à l'adaptation aux thèmes de l'idéologie capitaliste.

Qui a peur des coordinations ?

Le Parti socialiste et le Parti communiste partagent pourtant une même inquiétude face aux « coordinations » qui poussent comme des champignons chez les jeunes comme chez les salariés. Le très « marxiste » Jean Poperen y voit un effet pervers de l'idée d'autogestion. Il croit ainsi envoyer une pierre dans le jardin du pauvre Rocard qui, après avoir défendu l'autogestion dans le sens d'une véritable cohabitation sociale entre le patronat et les travailleurs, s'efforce maintenant de faire oublier cette lubie

de jeunesse. Il est vrai que, même sous la forme pour le moins raisonnable qu'il lui avait donnée, elle peut devenir encombrante dans son bagage de présidentiable. Mais, au-delà, Poperen exprime aussi sa propre défiance vis-à-vis de mouvements devenus partiellement incontrôlables par les forces classiques du mouvement ouvrier. Henri Krasucki, lui, n'y va pas par quatre chemins : de « coordination » pas besoin, puisque, dans le mouvement des cheminots, la fédération CGT est là pour ça⁴. Il est vrai qu'il a fait école depuis, puisque Jacques Pommatau explique qu'il n'est d'autre « coordination » enseignante que la FEN. Tant pis pour les 80 % de travailleurs qui ne sont pas syndiqués, même si ce taux est plus faible dans l'Education nationale.

Les « coordinations » et comités de grève ne sont pas des nouveautés pour le mouvement des jeunes, n'en déplaise à ceux qui feignent de ne les découvrir qu'en 1986. Elles ont jalonné toute l'histoire des mobilisations étudiantes et lycéennes depuis les années soixante-dix. Dans cette période, des structures d'organisation démocratique de tous les travailleurs en lutte ne voyaient le jour qu'en de rares occasions dans les grèves ouvrières, tant il est vrai que les directions syndicales parvenaient encore à les dénoncer comme des instruments de division. Le fait qu'aujourd'hui elles commencent à prendre réalité à une plus vaste échelle signifie que les travailleurs cherchent à combler un vide : les organisations syndicales, frappées de suspicion, ne sont plus jugées suffisamment contrôlables pour qu'on leur laisse diriger et représenter seules la masse des grévistes. La part de désillusion et de rejet des valeurs du mouvement ouvrier qui s'exprime au travers de cette crise est indéniable. A cet égard, il est certainement révélateur que des secteurs réactionnaires se saisissent de la formule, comme les directeurs d'école du V^e arrondissement de Paris favorables au décret, ou comme le Front national qui appelle les parents à se mobiliser contre le mouvement des instituteurs. Mais l'« individualisme » et le « spontanéisme » que la vague de « coordinationnisme » reflète, s'ils sont bien réels, changent de caractère dès lors que, précisément, ces réflexes individuels viennent s'intégrer à une action collective. Dans les mois et années qui viennent, en raison même du discrédit qui frappe les organisations traditionnelles, ces formes d'organisation, sous des formes diverses, vont se multiplier. Leurs rapports avec les syndicats continueront d'être conflictuels et complexes car, à un certain niveau, elles participent à leur rejet. Mais, d'un autre côté, les consciences se modifient par l'action

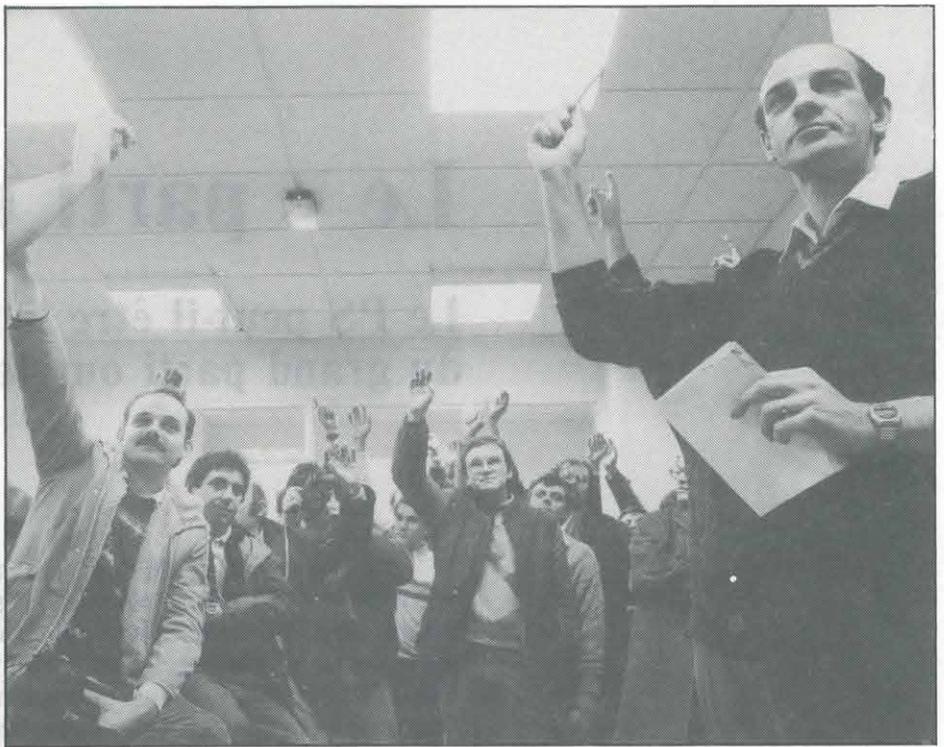
collective : la « politique », prétendument absente des mobilisations jeunes, est revenue en force quand les enjeux sont apparus clairement et dès que la répression policière contre les manifestations a fait basculer les consciences.

Quelles qu'en soient les motivations de départ, le phénomène de l'auto-organisation des luttes est essentiel, dans le sens où il permet au plus grand nombre de participer pleinement à l'action, d'en vivre l'expérience et d'en tirer les leçons de l'intérieur. « Apolitique » en partie dans ses mécanismes de déclenchement, l'auto-organisation des luttes peut et doit être une formidable école de politisation au sens large du terme, c'est-à-dire permettre à chacun de se préparer à exercer son pouvoir démocratique dans la société de demain. Mais pour que la perspective devienne réalité, la prise de conscience actuelle, encore marquée des phénomènes négatifs générés par la crise des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, doit s'intégrer dans un projet à plus vaste échelle.

Une place à prendre : trois conditions

Comme la nature, la politique, au sens du mouvement général de la société, a horreur du vide. Entre les partis bourgeois, d'une part, et les partis traditionnels de gauche, d'autre part, s'est creusé un véritable fossé avec la masse de la société. Ni les uns ni les autres ne sont plus porteurs d'avenir. Or la crise va continuer et la structure même du capitalisme contraindra sans cesse la classe bourgeoise à renouveler ses tentatives d'en faire payer les frais à la grande masse des travailleurs. Celle-ci, dans ses expériences de lutte, devra trouver les moyens de défense et de riposte que les partis de gauche ne sont plus capables de leur offrir. Or, plus que jamais, perspectives de lutte et perspective historique se conditionnent mutuellement. Les travailleurs ne sont aujourd'hui dépolitisés qu'au sens où ils ont fait, à des degrés divers, l'expérience de la politique réformiste qui promet qu'elle va changer la société alors qu'elle gère les affaires. S'il serait simplificateur d'ignorer que ce mouvement d'« apolitisme » rejaillit sur toutes les formations politiques, il n'en reste pas moins qu'un espace est ouvert à tous ceux qui veulent sortir de la crise capitaliste pour construire un socialisme démocratique, c'est-à-dire autogestionnaire, permettant à la grande masse des travailleurs d'exercer son pouvoir direct dans tous les domaines et à tous les niveaux.

La première des conditions est



Les « coordinations » font et feront tache d'huile.
Poursuite de la grève des roulants le 5 janvier 1987.

d'offrir un programme clair. Il faut mettre en avant, dès aujourd'hui, des mesures de rupture avec le capitalisme lui-même comme, pour ne prendre que ces exemples, la semaine des trente-cinq heures sans diminution de salaire, le contrôle des travailleurs sur les entreprises nationalisées, un véritable programme de solidarité avec le tiers monde.

La deuxième condition est que la stratégie soit définie, en particulier la place des partis politiques par rapport à l'ensemble des travailleurs. Les partis ont à proposer des solutions et non à se substituer à l'ensemble des travailleurs qui doivent rester, aujourd'hui dans les luttes comme demain dans la société, maîtres des décisions au travers de structures démocratiques indépendantes des partis et des syndicats. Les « coordinations » seront à cet égard une école pour l'avenir. Là est finalement la seule garantie, que des millions de travailleurs réclament, de ne plus voir la lutte pour le socialisme dégénérer en régime bureaucratique.

La troisième condition est de se battre en permanence contre les divisions d'appareils, partis ou syndicats. L'hostilité du PS, du PC et des directions syndicales vis-à-vis des coordinations ne va-t-elle pas de pair avec leur incapacité à s'unir dans les moments cruciaux pour servir les intérêts de tous ?

La LCR pense apporter à cette perspective une contribution qui n'est pas négligeable. « Quand ton ennemi s'inquiète, réjouis-toi », aurait pu dire le

président Mao. Ce n'est pas sans un certain plaisir que nous voyons les journalistes de droite s'inquiéter du poids (qu'ils croient souterrain et mystérieux) du « trotskysme ». Cependant, nous savons que, pour combler le vide dont souffre aujourd'hui le mouvement ouvrier, la tâche est complexe et l'échange des expériences, la pratique commune, la réflexion et le débat sont indispensables. A tous les courants qui, dans le mouvement ouvrier, partagent nos préoccupations, nous continuons à proposer l'action et le débat communs. Cette démarche peut prendre un nouveau relief avec l'émergence du courant « rénovateur » au sein du PCF. Ce sera encore le cas demain avec tous ceux qui le voudront. A travers une telle pratique, il sera possible de vérifier tous ensemble s'il est possible d'avancer vers un nouveau parti qui, à gauche de la vieille gauche, vivifie et régénère la perspective du socialisme parmi les travailleurs.

Mars 1987
François Dietrich

1. Voir notre dossier « Santé » dans *Critique communiste* n° 54, juillet 1986.

2. François Ollivier, « De la rupture à l'adhésion au Parti socialiste », *Critique communiste* n° 57, p. 24, novembre 1986.

3. Jacques Kergoat, *le Parti socialiste de la Commune à nos jours*, p. 367, éd. Le Sycomore, Paris, 1983.

4. Déclaration à France-Inter, 5 janvier 1987.

5. On remarquera aussi l'article du *Monde*, daté du 13 janvier, qui produit des analyses dignes de *France-Dimanche*.

Le « parti organique »

Le PS peut-il être le creuset du grand parti ouvrier ?

Jean-Marie FREYSSAT

Le Congrès de Lille du Parti socialiste est engagé sous le signe de la « synthèse ». La future élection présidentielle fait obligation de taire les divergences et d'apaiser les oppositions de courants. Pourtant, au sein du parti, certains regroupements parlent du PS comme du futur « parti organique » de la classe, le creuset où pourraient se rassembler tous les courants du mouvement ouvrier. Pour une telle diversité, rêvée, l'unanimité affichée pousse loin le paradoxe ! Mais puisque certains, certes très minoritaires, réfléchissent sérieusement à cette problématique du « parti organique », parlons-en...

SUR un point au moins, tous les dirigeants du Parti socialiste semblent être d'accord : 35 %, cela ne fait pas une majorité. Mais sur les réponses à apporter à cette angoissante question, les réponses divergent. Derrière la phraséologie commune aux divers courants du PS — « une majorité de progrès » —, des perspectives fort différentes sont présentes.

Un premier type de réponses raisonne en termes d'alliances : puisque le PS ne peut espérer à lui seul être majoritaire, il lui faut bien trouver des partenaires. Le profil des partenaires n'est pas longtemps resté en pointillé : si l'on écoute Bérégovoy, Joxe ou Delors, il est clair que la page de l'Union de la gauche est tournée et que la cible est désormais sinon l'UDF dans sa totalité, du moins le CDS, la mouvance « démocrate chrétienne » et la frange « démocratique et républicaine » des centristes, aujourd'hui quelque peu bousculés par l'appareil RPR. La victoire éventuelle d'un candidat du PS aux élections présidentielles ne déboucherait ainsi nullement sur le « risque » que représenterait la dissolution de l'Assemblée et l'élection de nouveaux députés. Mais elle constituerait un choc suffisant au sein de la droite pour ouvrir la voie à une « majorité de progrès » qui, de fait, scellerait l'alliance du PS et d'une fraction de la droite.

La force de la bataille qu'avait commencé à mener Jean Poperen résidait tout entière dans la dénonciation de

cette perspective. Sa faiblesse est qu'il n'y oppose aucune autre perspective d'alliance. Mais d'autres réponses existent, qui reposent sur l'idée qu'une politique d'alliances est, dans les conditions présentes, aléatoire, peu stable et peu fiable. Le fossé à combler passe alors par la nécessité de devenir le « parti des 40 % », nécessité dont on convient volontiers qu'elle suppose une véritable mutation du PS.

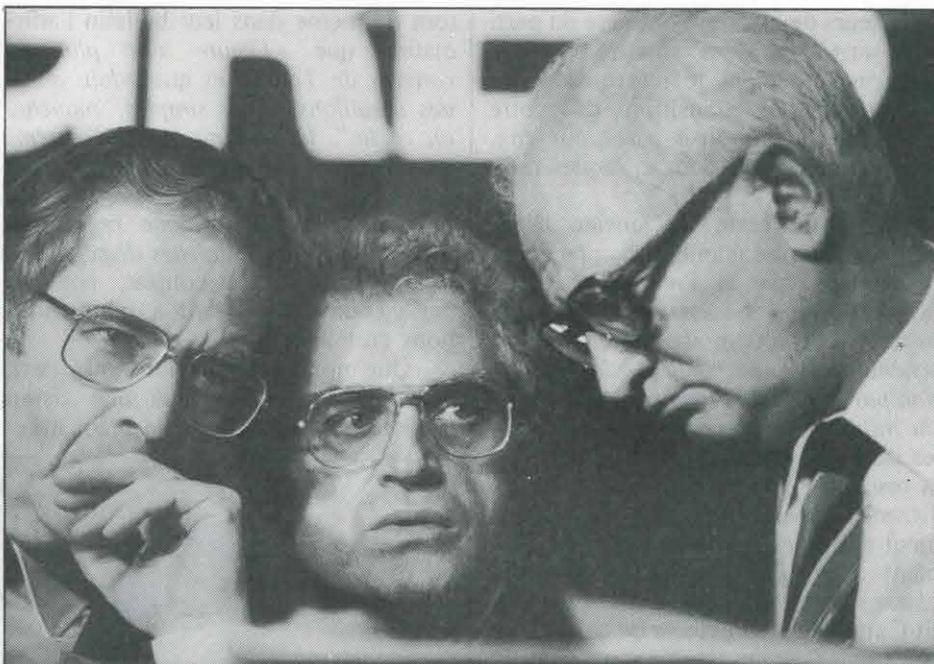
Cette mutation, les débats qui percent depuis maintenant un certain temps sur le fonctionnement du parti en dessinent l'un des visages possibles : constituer un parti attrape-tout, rompant ses liens historiques avec la classe ouvrière, regroupant l'ensemble des « démocrates sincères », machine électorale rassemblant autour du président ou du présidentiable et apte à gérer l'alternance. La tentative de remanier la « Déclaration de principe » du PS est venue concrétiser cette perspective : constituer, en France, un parti comparable à ce qu'est le Parti démocrate aux Etats-Unis.

Mais d'autres possibilités de mutation sont aussi évoquées. Plusieurs groupes et sous-courants agitent ainsi l'idée du « parti organique » : la crise du PCF aidant, la tâche serait de transformer le PS en « parti de toute la classe ». A l'heure où la question de la recomposition du mouvement ouvrier est au centre des débats d'une large avant-garde, il convient de discuter ces perspectives.

Parti d'une bataille au sein du PCF contre la rupture de l'Union de la gauche en 1978, Fiszbin et une partie de son courant dit des « communistes démocratiques et unitaires », après une phase d'accord électoral avec le PSU, en sont venus à jouer les rabatteurs (indépendants mais apparentés) du PS. Pour eux, l'effondrement électoral du PCF ne fait que manifester son « *déclin irréversible* » et, le peuple communiste ayant éclaté, « *le PS est devenu le centre politique de toute la gauche* » et « *constitue l'essentiel du mouvement ouvrier* » aujourd'hui. Il faut donc travailler « *avec lui et autour de lui* », « *pour un seul parti à gauche* ». Evidemment, la cohérence est apportée par l'affirmation que « *les clivages idéologiques* » sont « *périmés* » et qu'il faut « *inverser la logique du congrès de Tours*¹ ». Idée qui était déjà développée en 1979 dans une interview de son camarade Jean Rony encore très prudent : « *Je ne suis plus aussi sûr que la scission du mouvement ouvrier après la fameuse faillite de la II^e Internationale ait été une bonne chose. (...) Après la boucherie de 1914-1918, maintenir dans le même parti les ministres de l'Union sacrée et les rescapés des mutineries de 1917 était sans doute un leurre. Il faut compter avec la colère et l'amertume. Mais il faut éviter de théoriser dessus*². »

Réunificateurs organiques et entristes stratégiques

Au nom d'une logique formelle imparable, Fiszbin reprend aujourd'hui l'argumentation des adversaires de droite, comme de gauche, à la politique de front unique dans les PC des années vingt : s'il est décisif de s'unir, pourquoi s'être séparés ? D'autant que chacun peut enrichir l'autre à condition que « *les deux pôles complémentaires* » ne soient pas artificiellement séparés. Les perspectives qu'ouvre Fiszbin sont évidemment celles d'un gradualisme qui se veut conséquent, c'est-à-dire qui garde le but d'une société débarrassée du capitalisme (c'est la part communiste), mais par le moyen d'une accumulation de réformes (c'est la part social-démocrate), appuyée aussi bien par l'activité dans les institutions (apport socialiste), que par la mobilisation des masses (apport communiste). Ou, comme dirait Jaurès, aller vers l'idéal en partant du réel. Si Fiszbin reste hors du PS, c'est dans le souci d'aider une nouvelle vague venue du PC à trouver le bon chemin et contribuer, avec elle, à une



Mermaz, Jospin et Poperen, au congrès de Bourg-en-Bresse de 1983. Déjà une synthèse.

dynamisation accrue du PS en le rejoignant alors.

Il est étonnant de voir comment, à des années de distance et dans des contextes profondément différents, la même logique politique a opéré, menant des courants communistes unitaristes de la bataille pour l'unité à tout prix au ralliement pur et simple, en passant par une phase de tentative de « *synthèse socialiste-communiste* » restant en fait en deçà du congrès de Tours, sous prétexte de le dépasser en poussant l'unité jusqu'au bout. Qu'on pense dans les années vingt aux tentatives des élus (souvent francs-maçons) du Parti communiste unitaire puis de l'Union socialiste-communiste, du Parti d'unité prolétarienne (autant d'élus que le PC perd en 1932, en pleine période sectaire de celui-ci) qui rejoignent la SFIO avant le Front populaire. Plus près de nous, Jean Poperen, s'il rejoint le PSU à sa création, c'est pour, dans l'immédiat, construire une force contraignant la SFIO à l'alliance avec le PCF, mais sa visée stratégique est donnée dans le nom même du collectif qu'il avait créé dans le PCF : Comité provisoire de liaison pour la réunification du mouvement ouvrier³. Il finit par rejoindre le PS, et pense très certainement aujourd'hui que la « réunification du mouvement ouvrier » doit se faire autour du réformisme et dans le Parti socialiste. Annie Kriegel, ex-PCF, publiait en 1964 sa thèse sur les origines purement fortuites de la scission de Tours, apportant fort opportunément de l'eau au moulin des « réunificateurs⁴ ».

Les responsables de Convergences socialistes, pour leur part, sont venus de l'extrême gauche et plus particulière-

ment du PCI. Dans la présentation de leur rupture et l'exposé de leurs perspectives, il faut évidemment faire la part des soucis diplomatiques et pédagogiques qu'implique une intégration réussie puisqu'ils ont choisi, eux, d'adhérer. Deux discours semblent cependant se chevaucher. Un discours classique, expliquant que l'avant-garde révolutionnaire doit être là où sont les travailleurs avancés, qu'actuellement les choses importantes se passent et vont se passer dans le PS et que tout ce qui se trouve à l'extérieur est, ou va se marginaliser ; qu'il faut se donner les moyens de gagner les militants que la crise du PC va dégager et que, de par leurs origines, ces militants n'ayant pas la vocation groupusculaire, c'est au PS qu'il faut les gagner (dans les deux sens du terme !). Enfin qu'il faut être là où va se livrer le combat qui concentre pas mal de choses dans la situation : celui entre les courants classistes du PS (majoritaires pour l'instant) et le courant révisionniste rocardien (et ce, sans se faire d'illusions sur les premiers).

Mais il y a un autre discours : Convergences défend en effet l'idée du « parti organique » en citant le Marx du *Manifeste* qui écrivait que les « *communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers* » et faisant référence aux chartistes anglais de la première moitié du XIX^e siècle. Ils y ajoutent un grand point d'interrogation sur le bilan des trotskystes et de la IV^e Internationale dans leur tentative à se construire « *à côté et en dehors des partis ouvriers traditionnels* ». Ce n'est plus un parti ouvrier indépendant⁵, mais « le » parti ouvrier.

Les dirigeants de Convergences se présentent aussi comme les meilleurs

défenseurs de la nature ouvrière du parti mais sans chercher à remettre en cause plus profondément le réformisme. Le programme de transition de notre temps ne se limite-t-il pas, pour eux, aux revendications démocratiques radicales ?

Dans un texte de janvier 1987, Jean-Christophe Cambadélis précise ce qu'il entend par la « nouvelle stratégie démocratique » nécessaire : « Ne plus opposer, à l'aube de l'an 2000, le schéma austro-marxiste de la "révolution par la loi" à "l'irruption de rupture" du mouvement social », mais combiner les deux. Et Jaurès est encore appelé à la rescousse avec son fameux texte de l'Armée nouvelle où il confond allègrement nature et forme de l'Etat en affirmant que « l'Etat n'exprime pas une classe » mais « le rapport des classes ». Et Cambadélis se délecte de ce refus de la « simplification abusive », sur lequel il appuie ses perspectives d'« une dialectique entre le mouvement de masse et le gouvernement de gauche », sans dire au service duquel des deux éléments elle doit jouer. De même qu'il refuse de choisir entre démocratie représentative et démocratie directe⁵. Le choix est effectivement douloureux, car une remise en cause du réformisme, un programme affirmant de claires options de classe anticapitalistes aurait une dynamique de sortie des cadres dans lesquels le PS veut maintenir son action. Elle engendrerait inévitablement une dynamique contradictoire avec le souci de maintenir tous les courants du mouvement ouvrier dans un cadre organisationnel commun.

Le petit groupe, également issu du trotskysme, qui publiait autour de Denis Collin le bulletin *le Militant* (et qui participe maintenant au bulletin *A gauche* qu'anime le premier secrétaire fédéral de l'Essonne, et sénateur, Jean-Luc Mélançon) défendait le même point de vue. Denis Collin écrit ainsi : « Pour toutes ces raisons, un parti de classe unissant tous les courants du mouvement ouvrier est indispensable. Historiquement, les partis socialistes et sociaux-démocrates sont de tels partis. (...) La tentative des bolcheviks de créer une nouvelle internationale était un pari. (...) Ce pari a été perdu⁶. » Et, dans un autre article, il précise : « Notre conception du parti, réalisant l'unité organique du mouvement ouvrier et socialiste (...) s'oppose point par point aux thèses léninistes qui font du parti le rassemblement d'une avant-garde sélectionnée sur des critères stricts et soumise à une discipline absolue. (...) Il n'y a pas de place pour un parti révolutionnaire léniniste⁷. »

Si les militants qui animent Questions socialistes sont moins disert sur leurs perspectives générales, on trouve

tout de même dans leur bulletin l'affirmation que « l'heure n'est plus au congrès de Tours » et que « loin d'être des aiguillons ou de simples "mouches du coche", les organisations d'extrême gauche sont aujourd'hui des obstacles sur la voie de la construction d'un grand parti ouvrier démocratique regroupant les énergies anticapitalistes dispersées et désorientées⁸ ». Ce constat, nous le partageons mais, quant à nous, nous nous en félicitons.

Que nous ayons, pour notre part, développé dans le passé une vision erronée des possibilités de reconstruc-

qui fonde, dans la réalité, sa distinction, sa permanence, son besoin d'expression autonome. Et le plus étonnant est de voir comment les commentaires « branchés » sur le « vieux » congrès de Tours débouchent en fait sur des analyses d'une ringardise à toute épreuve.

Un grain de vérité

Comme souvent en politique, on aurait tort de croire sur parole. Les choix sont parfois antérieurs à l'analyse et celle-ci vient — idéologiquement —



Jean-Christophe Cambadélis et Julien Dray.

tion d'un courant social-démocrate après la déroute électorale de la campagne Defferre en 1969, est un fait dont nous nous sommes déjà expliqué. Du PS « parti inclassable » à la vision de l'« espace » social-démocrate déserté par un PS abdiquant sa nature ouvrière, et dorénavant occupé par un PCF « en voie de social-démocratisation », ce n'est pas de simplifications abusives dont il s'agissait, mais bel et bien d'analyses fausses. Mais nous n'en sommes que plus surpris de voir des militants formés à l'école du trotskysme prendre aujourd'hui une méthode qu'ils ont pourtant abondamment (auto)critiquée : prendre ses désirs pour la réalité et, simultanément, faire l'économie de l'analyse d'une réalité qui se plie mal aux désirs. Hier, il était assurément plus facile de rayer la social-démocratie dans sa tête que d'essayer de comprendre les liens profonds qu'elle avait tissés avec la réalité du mouvement ouvrier français. Il est aujourd'hui assurément plus facile de rayer dans sa tête l'existence d'un courant révolutionnaire que de voir ce

justifier ceux-là. Cela ne doit pas nous empêcher de prendre au sérieux l'argumentation et de nous efforcer d'y répondre. Si elle a prise sur des militants sincères, c'est qu'elle s'enracine dans un mouvement réel et qu'elle est plus sophistiquée que la thèse du redressement — c'est-à-dire de la possible transformation du Parti socialiste en parti révolutionnaire de masse — que personne ne défend vraiment.

Le Parti socialiste a connu une véritable renaissance dans les années soixante-dix. On aurait tort de sous-estimer les scores électoraux. Passer de 5 % à 32 % entre 1969 et 1986 n'est pas rien, en dehors des périodes de grandes luttes où le critère électoral joue moins. Les élections ne sont qu'un thermomètre mesurant de manière déformée les rapports de forces mais les mesurant tout de même. Il n'est pas indifférent à la direction de la CGT, par exemple, de savoir qu'une majorité de ses adhérents vote PS et non PCF. Il faut aussi rompre avec l'idée que le PS n'a pas de militants. Si tous les adhérents ne

militent pas, au sein d'un parti de plus de 200 000 membres le noyau militant n'est tout de même pas négligeable ! Simplement, les formes du militantisme sont souvent différentes de celles qu'on peut pratiquer à l'extrême gauche et partiellement au PCF. Et le réseau d'influence par le biais d'élus, d'associations, de syndicats peut s'avérer d'autant plus redoutable qu'il est plus discret. Le PS a recruté depuis les 15 000 cartes recensées par François Borella au siège national du parti de 1970⁹ !

Ces nouveaux adhérents qui ont rejoint par vagues successives le PS depuis les années soixante-dix ont profondément diversifié ses réseaux d'influence, lui amenant de nouvelles générations, de nouvelles sensibilités. Le CERES, les conventionnels, les divers sous-courants du PSU ont été des têtes de pont lui permettant de renouer des liens ou d'en nouer de nouveaux avec le mouvement ouvrier (CFDT, CGT, FEN, FO) et les mouvements associatifs. Une partie de la nouvelle avant-garde surgie des luttes de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix a été finalement polarisée directement ou indirectement par lui. Le PS a bénéficié dans sa reconstruction du poids encore insuffisant, quantitativement et qualitativement, de l'extrême gauche révolutionnaire, de ses divisions, de son sectarisme et de son gauchisme, autant que de la crise du stalinisme. Le PS a occupé un espace que ni l'extrême gauche ni le PCF, amorçant nettement à partir de 1978 son reflux historique, ne pouvaient plus lui disputer. En l'absence d'explosions sociales, à la faveur de la crise, le PS se positionne comme le « moindre mal » face à la droite, sinon le barrage ultime. Après une expérience gouvernementale décevante (pour ceux qui avaient des illusions), il en vient pourtant à gagner encore des secteurs de la jeunesse, il continue à recruter, et il peut bénéficier demain d'une restructuration syndicale qui bouleverserait profondément le panorama syndical français.

Cambadélis, Fiszbin et Julien Dray auraient-ils raison ?

Le parti organique est derrière nous

On ne peut pas être et avoir été. A l'aurore du mouvement ouvrier, la tâche principale était de travailler à l'émergence d'une organisation politique indépendante de la bourgeoisie, quelles qu'en soient les formes et le programme. Dans la plupart des pays où ce processus a abouti, y compris en France au départ, les organisations ouvrières

existantes ou au moins une partie d'entre elles, notamment les syndicats, se sont dotées de structures pour présenter des candidats ouvriers aux élections. Le Parti travailliste est issu de comités électoraux des syndicats (Trade Unions) et en conserve encore quelques traits ; le Parti ouvrier belge (ancêtre du PSB) fut la fédération des syndicats, des coopératives, des mutuelles, de cercles politiques en vue des élections. En France, le Parti ouvrier naquit selon un processus voisin, par décision majoritaire (73 voix contre 27) des délégués au congrès ouvrier de 1879 (le troisième depuis 1876). Ces partis peuvent à juste titre être qualifiés d'organiques comme le seront la plupart des partis de la II^e Internationale, du moins à leur apogée, au point qu'il faut voir là le véritable acte de naissance de l'idéologie du parti unique : « Une classe, un syndicat, un parti. » Les éclatements successifs du Parti ouvrier en France qui, avant sa réunification de 1905, n'a pas compté moins de six organisations ou les scissions du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (mencheviks et bolcheviks n'étant que les branches principales) étaient des phénomènes proprement aberrants pour la majorité des marxistes de l'époque.

Nous ne nions pas la pertinence de ce modèle pour les pays qui n'ont pas encore franchi ce cap du parti politique de masse indépendant. Au Brésil, nos camarades sont engagés depuis plusieurs années dans l'expérience de construction du Parti des travailleurs sur cette base. Aux Etats-Unis, les travailleurs n'ont pu encore franchir cette étape à une échelle de masse et restent sans représentation politique propre. Nombre de pays sous domination impérialiste sont dans la même situation. Ce qui ne veut pas dire d'ailleurs que l'expérience, si elle se réalisait, prendrait exactement les formes du passé. Le mouvement ouvrier existe à l'échelle internationale avec ses grands courants différenciés organisationnellement. Cela pèse déjà indépendamment d'une intervention de leur part. On peut de plus leur faire confiance pour tenter d'influer sur les évolutions.

A plus forte raison est-il utopique de penser pouvoir recommencer 1879 ou 1905 dans un pays qui a connu des expériences multiples. Et où les différenciations politiques sont enracinées profondément dans ces expériences et en lien direct avec les grandes lignes de force du mouvement ouvrier international, elles-mêmes dégagées après des événements aussi considérables que la Première Guerre mondiale, la montée révolutionnaire de 1917 à 1923, la stalinisation de l'URSS, le fascisme et la montée des années trente, la Deuxième

Guerre mondiale et les événements qui ont suivi, la montée de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix, pour ne parler que de l'essentiel. Ces événements et la manière dont ils se sont inscrits en profondeur dans la mémoire ouvrière et dans la structuration du mouvement ouvrier, on ne peut en balayer d'un revers de main l'héritage.

Si une fusion PC-PS présenterait quelques avantages (il en a été très sérieusement question en 1936 et en 1945 au niveau des états-majors des deux partis), c'est dans la mesure où cela débarrasserait le terrain de pseudo-oppositions politiques entre deux forces profondément réformistes, chacune utilisant l'autre comme repoussoir. Pendant des années, il était très difficile de refuser le stalinisme sans se retrouver happé par la social-démocratie et de refuser la social-démocratie sans se retrouver à la remorque du PCF. Mais aujourd'hui, pour des révolutionnaires, alors que le PCF est de moins en moins en mesure d'apparaître pour ce qu'il n'est plus depuis longtemps, aller renforcer la social-démocratie sous prétexte de reconstituer l'unité du mouvement ouvrier revient à participer à une entreprise de régression historique. D'autant que les bases floues sinon carrément « réformistes radicales » décrites plus haut débouchent sur la stérilisation ou la complicité avec l'appareil. La crise du PC ouvre au contraire un espace à gauche du réformisme, en rupture avec celui-ci. La social-démocratie en France n'est encore qu'un colosse aux pieds d'argile. Son renforcement apparent n'est pas un retour au parti hégémonique d'antan, qui n'a d'ailleurs jamais existé. (Rappelons tout de même que dans la CGT, les syndicalistes révolutionnaires au début du siècle ne se retrouvaient pas à la SFIO.) Le PS d'aujourd'hui n'est même pas la force qu'était la SFIO au moment du Front populaire, alors que le nombre des travailleurs salariés exploités n'a cessé de croître. Elle ne tire pas son regain d'influence dans la classe ouvrière d'un enracinement structuré en profondeur ; ses groupes d'entreprise n'ont pas pris le relais des cellules du PCF en terme d'initiative et d'activité militante et, s'ils se sont développés dans les années soixante-dix, cela reste sans commune mesure avec le PCF d'après-guerre ; et les aléas de la gestion gouvernementale « réaliste » en ont mis un certain nombre sur la touche. Ce sont les faiblesses actuelles du PCF plus que sa force propre qui donnent au PS un espace dans les entreprises ou dans les syndicats. Les alliances futures mijotées avec les patrons du centre (droit et gauche) n'amélioreront pas les rapports avec

ceux que ces derniers exploitent. Enfin, sous une apparente réussite, le PS, atteint de langueur depuis 1981, couve une crise d'identité qui n'est pas moindre que celle — actuellement explosive — du PCF. Quelles perspectives, quelle redéfinition des alliances, quelle redéfinition du parti ? A vouloir toujours remettre la réponse à plus tard, le PS se prépare des lendemains douloureux.

Nous avons certes à contribuer à ces débats, à ne pas confondre base et direction, aspirations de l'une et politique de l'autre, à savoir nous saisir des contradictions et différenciations à l'œuvre, mais sans renoncer au tout pour la partie. C'est même une condition *sine qua non* pour que, dans le contexte actuel, il sorte quelque chose de positif de l'expérience négative que des milliers de travailleurs, que ce quart de militants attachés à des transformations sociales révolutionnaires qu'il comporte¹⁰ ne quitte pas la place sur la pointe des pieds pour, aigris et cyniques, rejoindre les apolitiques du *Café du commerce*.

L'histoire des luttes de classes dans ce pays, leurs traditions propres et la répercussion des événements internationaux ont fait qu'une fraction importante de la classe ouvrière a rompu avec le réformisme et a tenté à plusieurs reprises de se donner un instrument organisationnel nouveau. Cette expérience, par delà ses concrétisations conjoncturelles, est un acquis à prolonger et à faire aboutir. Il ne s'agit pas dans la France d'aujourd'hui de revenir au parti de l'unité ouvrière, mais de construire le parti révolutionnaire de masse dont on a plus que jamais besoin, en reprenant l'œuvre abandonnée dans les années vingt des premiers communistes, enrichie par toute l'expérience acquise depuis lors. Un parti de la division ouvrière ? Certes, dans la mesure où il se démarquera par son programme et son fonctionnement des appareils réformistes. Un parti pour l'unité ouvrière ? Bien évidemment, dans la mesure où il ne peut espérer gagner les travailleurs à la perspective de prendre eux-mêmes en main le pouvoir qu'à travers de grands combats de classe qui impliquent pour se déployer l'unité d'action. Entre l'auto-isolement sectaire et l'unité organique sous direction réformiste, il y a un moyen terme : « marcher séparément pour frapper ensemble », former un front sur des objectifs crédibles qui mènent à l'affrontement avec le capital et son Etat. Nous ne craignons pas la confrontation avec les réformistes, dans le cadre de l'action commune et de la démocratie ouvrière. Nous sommes même persuadés que nous verrons l'influence des états-ma-

jors réformistes perdre d'autant plus vite du terrain que la confiance n'est déjà pas très énorme dans leurs capacités, parmi ceux qui les suivent souvent faute de mieux. Mais pour cela, il faut qu'existe une organisation indépendante dont la politique ne soit pas l'expression d'intérêts distincts de ceux des travailleurs, les intérêts d'un appareil relié par mille fils à la société bourgeoise à laquelle ses membres sont profondément intégrés.

Parti, programme et stratégie

Cette organisation indépendante ne peut se constituer et se construire que sur la base d'un programme intégrant l'expérience nationale et internationale du prolétariat (avec ses victoires et ses défaites), d'une stratégie guidant son action vers l'objectif de détruire l'Etat bourgeois et de construire un nouveau pouvoir de la classe ouvrière pour assurer la transformation socialiste de toute la société. Un tel programme n'est pas l'émanation spontanée de la conscience ouvrière et populaire. Il est, bien sûr, le produit d'une expérience, mais intègre une approche de la société et des voies de sa transformation qui ne peut simplement calquer la perception que les travailleurs ont de leur propre situation. En d'autres termes, et pour s'exprimer avec ceux qui sont classiques dans la littérature marxiste, ce processus répond à une théorie et une pratique de la connaissance ; il s'opère de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers (ou salariés) et patrons.

La conscience qu'il forge, la conscience politique révolutionnaire, est délimitée de ce qu'on pourrait hâtivement appeler la « conscience moyenne » par un travail propre d'étude, de formation, de connaissance et d'expériences pratiques de la lutte des classes qui sont gouvernés par une stratégie révolutionnaire dont le programme marxiste est le socle. En substance, le léninisme n'est pas autre chose que l'intégration de ces divers aspects (connaissance, expérience, conscience) en un cadre organisé et nécessairement défini, celui du parti d'avant-garde. Ce parti existe pour mettre en œuvre une stratégie en vue de l'affrontement entre la classe ouvrière et la bourgeoisie centralisée par son Etat. Le centralisme démocratique n'est donc pas une somme de recettes concernant les rapports entre discipline et débat, mais une indispensable modalité générale de fonctionnement répondant aux besoins de la centralisation du combat contre l'adversaire de classe et aux nécessités

du débat démocratique pour l'élaboration d'une stratégie.

Il en découle un certain nombre de principes d'organisation qui peuvent d'ailleurs se traduire dans des formes d'organisation spécifiques et concrètes selon la situation. L'interprétation caricaturale du léninisme — celle des staliniens par exemple — a pu faire assimiler ce dernier à la formule bureaucratique du monolithisme de pensée accompagnant la discipline militaire. Le léninisme de Lénine, dont nous voulons, nous, nous inspirer, n'a rien à voir avec cet esprit qui, hélas ! inspire encore pas mal de prétendus « léninistes » ou soi-disant « trotskystes ». Pas plus qu'il ne peut être confondu avec la vision aristocratique d'un Kautsky pour qui le marxisme était une « science » que des professeurs sociaux-démocrates qui avaient à charge d'enseigner aux masses du haut de leur chaire dirigeante dans le parti ; tout cela s'accommodant fort bien, plus bas, d'une cuisine syndicale ou parlementaire parfaitement opportuniste. En août 1914, on vit où cela menait.

Le fonctionnement et les modalités d'organisation d'un parti révolutionnaire d'avant-garde, implanté parmi les travailleurs et disposant d'une influence de masse dans un pays capitaliste avancé, seraient certainement très différents de ceux que connut le Parti bolchevik dans les conditions de la répression tsariste. Il est impossible de les décrire à partir de la situation actuelle. Mais son existence, en tant que parti révolutionnaire mettant en œuvre une stratégie définie pour la conquête du pouvoir, dépendrait pourtant des mêmes coordonnées. Car, de ce point de vue, stratégie et organisation, expérience de masse et délimitation programmatique renvoient toujours à la même question, celle des frontières politiques et organisationnelles d'un tel parti qui nourrit et se nourrit de l'activité et des luttes des travailleurs. Ces frontières n'ont de sens que par rapport à un projet stratégique. Toute discussion sur le léninisme ou le parti d'avant-garde (par opposition au « parti organique » ou ouvrier de masse) est avant tout une discussion sur la nécessité d'un tel projet stratégique. Telle est bien la question. Il est en effet frappant de constater que les partisans récents de la théorie du « parti organique » n'y répondent jamais, bien qu'ils la connaissent parfaitement. L'essentiel de leurs arguments tourne autour du réalisme : ne plus être une secte, militer dans une formation qui rassemble des centaines de milliers de gens, etc.

Certes, les militants qui se regroupent derrière *Questions socialistes*, *Convergences socialistes* ou *A gauche* ne

sont pas du tout des réformistes bon teint. Leur but, ils le proclament, est de former une aile marxiste au sein du parti ouvrier « organique » qu'ils appellent de leurs vœux. Mais la contradiction dans laquelle les enferment leurs raisonnements est insoluble. A terme, dans la vie concrète, elle deviendra explosive.

Le parti ouvrier « organique » qu'ils veulent aider à édifier (à partir du PS actuel, il est bon de le rappeler), si jamais il existait, ne pourrait être autre chose, au mieux, qu'un grand parti réformiste. Celui-ci, c'est logique, serait en harmonie probable avec la conscience moyenne, en période non révolutionnaire. A ce titre — c'est d'ailleurs le seul —, il aurait effectivement quelque chose d'« organique ». Ce type de parti, non seulement n'a rien de révolutionnaire, mais surtout n'a aucune chance de jamais le devenir. Sa raison d'être serait contradictoire avec un projet et une stratégie révolutionnaires.

Dans l'immédiat, les militants du « parti organique » au sein du PS s'exposent au déboire de servir d'agents recruteurs de « gauche » pour un parti réformiste, à côté duquel la social-démocratie allemande de Kautsky a l'air gauchiste ! Ce parti-là, à l'épreuve d'une intense mobilisation sociale ou, *a fortiori*, face à une situation révolutionnaire, ou bien fera le sale boulot de la bourgeoisie, comme l'ont fait ses prédécesseurs, ou bien volera purement et simplement en éclats. Tout cela est déjà arrivé.

En attendant, et quel que soit le dévouement de leurs militants, les groupes qui auront apporté leur pierre à la grande bâtisse « organique » pour les besoins de leur cause auront surtout méséduqué leurs propres partisans. Les renoncements pratiques à mettre en œuvre une stratégie révolutionnaire devront en effet peu à peu trouver des justifications théoriques. Partant de la remise en cause de la nécessité d'un parti révolutionnaire d'avant-garde, les animateurs de ces groupes en viennent petit à petit à questionner la pertinence même d'une stratégie et d'un programme révolutionnaires¹¹. Le « parti organique » devient alors ou deviendra fatalement le simple habillage idéologique d'une entreprise de renforcement du PS tel qu'il est, avec le vain espoir, fût-il sincère, de le rénover, de le rendre plus attractif en le dotant d'une aile plus à gauche, plus en prise sur le mouvement social que ses actuels états-majors de notables et d'arrivistes qui ne pensent qu'à leur carrière dans l'appareil d'Etat.

Le jeu, si c'en est un, est dangereux. L'entreprise, si ce n'est pas un jeu, conduit dans une impasse.

Jean-Marie Freyssat

1. « Contribution communiste à la Convention socialiste », *le Monde*, juin 1986. « Intervention à la Convention nationale du PS », *RCH* juillet 1986. Interview à l'occasion du Colloque socialistes-communistes : « La nouvelle donne », *le Monde*, 8 mars 1987.

2. Interview de Jean Rony dans le livre de Olivier Duhamel et Henri Weber : *Changer le PC ? Débats sur le gallo-communisme*, PUF, 1979.

3. Gilles Pudlowski, *Jean Poperen et l'UGCS. Du PSU au Parti socialiste : itinéraire d'un courant politique*, éditions Saint-Germain-des-Près, 1975.

4. Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français*, Poche Flammarion, 1969.

5. « Socialisme, démocratie, égalité des droits et nouveaux mouvements sociaux », *Convergences socialistes* n° 24, janvier 1987.

6. « Réflexions sur la social-démocratie et le mouvement ouvrier », *le Militant* n° 10, 2^e trimestre 1985.

7. « L'impasse du trotskysme », *le Militant* n° 10, 2^e trimestre 1985.

8. « La crise du PCF », *Questions socialistes* n° 5, mai 1986. « Voie sans issue à "gauche de la gauche" », *Questions socialistes* n° 2, février 1986.

9. F. Borella, *les Partis politiques dans la France d'aujourd'hui*, Poche Seuil, 1973.

10. Henri Rey, Françoise Subileau, *les Militants socialistes en 1985*, Projet, mars 1986. Enquête auprès de quatre mille militants (et non simplement adhérents, précise l'enquête).

11. Comme les choses vont vite, Denis Collin écrit ainsi dans l'article « L'impasse trotskyste » : « On oublie que les bolcheviks ont pris le pouvoir non sur la base de leur propre programme socialiste marxiste, mais sur la base du programme de leurs adversaires "socialistes-révolutionnaires" (les SR) : Assemblée constituante, partage des terres, et en s'appuyant sur l'aspiration unanime à la paix immédiate. Lénine apparut comme le seul dirigeant capable de réaliser effectivement le programme modéré de ceux qui étaient majoritaires au début de la révolution. En comprenant d'emblée où se situaient les aspirations des masses, il n'opposa pas un programme "révolutionnaire" au programme "réformiste" mais chercha simplement les moyens d'appliquer le programme réformiste. »

Génération

A propos du livre de Hervé Hamon et Patrick

● Entretien avec Alain Krivine et Jeannette Pienkny

◆ *Grâce à l'enquête de Hamon et Rotman, la crise de l'UEC se retrouve sous les feux de l'actualité, au moins littéraire ; comment réagissez-vous à ce retour d'événements vieux de plus de vingt ans : étonnement ? émotion ? irritation ?*

Jeannette Pienkny — Rétrospectivement, on peut dire qu'on ne se rendait pas compte de l'importance politique de cette crise de l'UEC. Celle-ci annonçait un changement dans la situation et donnait naissance à une génération qui allait jouer un rôle clé très peu de temps après. Cette génération a occupé une place charnière. La crise du stalinisme, la guerre d'Algérie, le cours particulier de la révolution cubaine se sont réfractés dans cette couche particulière qu'est la jeunesse étudiante. Cela a provoqué une crise majeure dans l'UEC alors que le PCF avait précisément créé cette organisation pour mieux s'assurer le contrôle de la jeunesse intellectuelle avec laquelle il avait déjà connu des déboires lors de la révolte hongroise de 1956. A ce moment-là, les étudiants étaient membres du PCF et c'est la crainte de la « promiscuité » avec les ouvriers qui avait donné naissance à l'UEC.

Alain Krivine — On est en droit de s'étonner que personne n'ait encore écrit une histoire de l'UEC, si l'on met à part le livre plus spécifique de Robrieux sur *Notre Génération communiste*. Alors que cette crise a constitué un laboratoire pour les événements qui ont suivi.

Emotion aussi, dans la mesure où il s'agit d'un livre très politique qui permet de retrouver, à travers la crise de l'UEC, toute l'histoire des événements qui ont permis la radicalisation de l'UEC et formé une génération particulière. C'est le récit d'un combat commun, mené dans une situation assez exceptionnellé, dans lequel se sont en-

gagés des centaines de militants. Et c'est une histoire qui plonge aux racines de la LCR. Du coup, pour moi, il s'agit d'un document exceptionnel et nouveau, avec l'émotion de trouver décrits, en termes assez justes, des éléments liés profondément à nos origines.

Irritation ? Peut-être aussi. Tout dépend du point de vue. Pour un lecteur qui regarderait cela de l'extérieur, il peut avoir l'impression d'observer un milieu très particulier, avec des débats bizarres. A quoi il faut ajouter le sentiment d'immense gâchis quand on regarde ce que sont devenus la plupart de ces gens. Donc, s'il y a irritation, c'est celle que provoque la disproportion entre les cinq cents pages qui racontent ces débats et le mince feuillet qui suffirait à conter l'histoire politique de beaucoup des gens qui étaient alors concernés.

Quand on a connu ces événements, on a un jugement plus sobre. Pour moi, c'est moins de l'irritation par rapport au livre que des interrogations sur ce que sont devenus ces gens.

◆ *Vous aviez oublié ces moments du passé ?*

J. P. — Ce n'est pas possible d'oublier. Cette période a été la matrice des choix que j'ai fait ensuite. Bien que membre du PCF, j'avais alors une faible formation politique, et le début de la crise de l'UEC a constitué une rupture dans le monolithisme de pensée vécu depuis l'adhésion au parti dès le lycée. Un bouleversement politique personnel qui s'est greffé sur des bouleversements sociaux... Un espèce de révolution dans le mode de pensée, dans les références, les conceptions...

Le plus important est sans doute l'ouverture internationale qui s'opère alors. La politique du PC italien sous Togliatti, la Chine, Cuba, la révolution coloniale... Tout cela entre brutalement dans le champ de la réflexion. C'est le

début de l'influence tiers-mondiste dans la jeunesse. La guerre d'Algérie joue un rôle décisif dans la jeunesse étudiante à ce moment-là, par la révolte, quasiment éthique, qu'elle provoque. Pour beaucoup de militants de cette génération — notamment ceux d'origine juive polonaise, que l'on retrouve en grand nombre dans les organisations révolutionnaires —, c'est un lien qui se noue avec le passé. L'Algérie va constituer une forme d'assimilation entre le passé des parents, souvent militant, l'holocauste de la guerre, et cette échéance au présent qui oblige à prendre parti, à ne pas rééditer alors face à la torture le laisser-faire, la passivité du mouvement ouvrier face au nazisme d'hier. L'Algérie, c'est le point de départ, le socle commun : les cathos, par exemple, assez peu présents dans le livre, se sont radicalisés, pour des raisons différentes, sur cette question.

Le mouvement étudiant s'est alors transformé. Ceux qui continuaient à voir les étudiants comme une couche de droite, à travers les lunettes des années trente, ne l'ont pas compris. C'est l'une des raisons qui explique l'incompréhension du PCF et le fait qu'il ait loupé la radicalisation étudiante. Bien qu'il ait eu une organisation étudiante, il est passé à côté. Evidemment, il ne s'agit pas seulement d'incompréhension. Le PCF était contesté sur sa gauche et cela la direction ne pouvait l'accepter, de même qu'elle ne pouvait accepter dans ses rangs le moindre critique. Le PC n'en a pas moins été débordé dans un secteur de masse et au sein même de l'organisation qu'il avait créée.

◆ *Comment réagissez-vous à ce thème de la « génération » : vous ressentez-vous comme appartenant à une génération politique donnée ?*

A. K. — Oui, tout à fait. Une génération ce n'est pas seulement des gens qui ont le même âge, la quarantaine en l'occurrence. Il y a une histoire commune, un combat qui soude cette histoire. Et aussi une durée : un combat sur des années et des années, face à des adversaires communs. Ces conditions, on les a, et elles forment une génération. Le terme est bon, quel que soit le devenir de cette génération et son éclatement ultérieur.

J. P. — En effet, les générations se forment dans des conditions historiques et sociales particulières, que ce soit les générations littéraires ou les générations politiques. Celle-ci est la seconde génération de l'après-guerre, qui s'est formée dans le même creuset d'événements exceptionnels. Voilà pourquoi je parle de place charnière : des processus



Jeannette Pienkny, à Cuba, en 1963.
Extrait de « Génération ».

historiques jusqu'alors moléculaires sont arrivés à maturité, leur combinaison fut explosive. Cette période particulière s'est prolongée plusieurs années : Mai 68 est incompréhensible si l'on n'analyse pas ces antécédents, cette histoire et cette expérience.

A. K. — Des gens en rupture avec le PCF, il y en a toujours eu. Mais de façon individuelle, fragmentée, sans que se crée une cohésion. Ces gens qui rompaient le faisaient sur la base de motivations différentes, idéologiques, sociales, politiques : chacun avait son motif de rupture, un ou deux points, avant que tout suive en chaîne. L'élément nouveau alors — la génération ! —, c'est que tout le monde à l'UEC a opéré la même prise de conscience, ce sont les mêmes facteurs de rupture qui se sont réunis. C'est-à-dire, comme dit Jeannette, la combinaison de la Hongrie et de la crise du stalinisme avec la révolution coloniale. Les choses auraient pu être autres, aujourd'hui c'est l'austérité et l'expérience du gouvernement de gauche. Mais l'important, c'est cette identité des éléments de rupture, et ce dans le même cadre de l'organisation étudiante, d'où une certaine cohésion. Ensuite est venu le reste : l'analyse du capitalisme, sa crise, les nouvelles classes sociales, etc. C'est-à-dire tout ce vide laissé par la direction du parti. C'était assez nouveau, cette radicalisa-

tion alimentée par des thèmes communs. C'est une confirmation de la notion de génération.

J. P. — Il faut préciser que ça ne touchait que la jeunesse étudiante. Une génération, oui, mais qui ne déborde pas sur la jeunesse dans son ensemble. Il faut ajouter un autre thème, surgi très vite après le 13 mai 1958 : l'appréciation du gaullisme. Question sur laquelle la direction se trompe, d'où le début d'un débat interne, l'exclusion de Servin et Casanova, responsable, pour le bureau politique du PCF, de l'UEC... C'est un élément supplémentaire de doute politique et de débat : fascisme ou pas, néocapitalisme ou pas, etc.

◆ *On a dit que le livre était réducteur, ne prenant en considération que la crise de l'UEC...*

A. K. Ce n'est pas faux. Mais il s'agit d'un choix délibéré des auteurs, celui de s'intéresser à ce qui a servi d'aimant à une série de phénomènes de radicalisation qui passaient tous par l'UEC. Le livre aborde les autres aspects, la crise de la JEC par exemple, avec Nicolas Boulte, les militants issus des milieux catholiques qui, à un moment ou à un autre, ont adhéré à l'UEC, la gauche syndicale également... On peut dire que l'UEC a été le vecteur commun de toute cette génération en voie de radicalisation : presque tout le monde se retrouvait à l'UEC ou était polarisé par elle. Ainsi le Front uni antifasciste s'est constitué à l'initiative de militants de l'UEC, même si beaucoup de gens se sont impliqués.

J. P. — Il est vrai que l'UEC polarisait tout le monde, comme le dit Alain, mais dans le monde étudiant. La crise de l'UEC se déroulait en vase clos. Le PCF contribuait à faire en sorte que les étudiants n'aient que des relations distendues avec le mouvement social en France. Le cloisonnement de l'UEC était quasiment total, il n'y avait presque aucun contact avec les trois autres organisations de jeunesse (JC, UJFF, UJAF) sauf au niveau de l'appareil. A la différence de ce qui se passera en 1968, la référence au mouvement ouvrier était faiblement présente.

A. K. — Il y avait aussi l'UNEF, mais la plupart de ses militants étaient membres de l'UEC ou allaient la rejoindre, notamment ceux de la FGEL. Ensuite, de cette radicalisation sont nées des expressions différentes, certaines sur le plan du syndicalisme étudiant avec la FGEL, d'autres avec le Front uni antifasciste et l'aide au FLN, d'autres se sont plus directement investis dans le

débat interne. Mais avec toujours le même vecteur que constituait l'UEC.

J. P. — C'était un fantastique pôle de débat. C'est difficile à imaginer aujourd'hui, même chez nous où les discussions ne manquent pas. Je suis revenue deux fois entre 1962 et 1964 et je suis allée dans les sous-sols de *Clarté* : c'était un forum permanent. Il faut penser au nombre de positions en présence : la direction du PCF, les prolétaires, et la gauche. Et dans la gauche...

A. K. — Dans la gauche, il y avait tout : les lambertistes, les maoïstes... C'était

A. K. — La grande faiblesse, c'est que ces débats avaient un caractère abstrait, parce qu'ils n'étaient pas reliés à une pratique sociale. Hormis l'antifascisme, il y avait une coupure évidente entre discussion et action. D'où le côté vase clos, qui apparaît à la lecture du livre. Ces débats, ce sont les débats de fond qu'on retrouve à présent. Mais aujourd'hui sur la base d'une pratique sociale.

C'est ce qui explique l'importance prise par les pôles extérieurs, le PC chinois, le PC italien : on cherchait à se raccrocher à des pratiques sociales... La réponse à cette absence de pratique sociale, ce fut l'intérêt pour la révolu-

n'est pas étonnant que ces deux écrivains aient participé aux événements.

◆ *Cette affaire d'écho nous invite à poser la question de la continuité entre hier et aujourd'hui.*

A. K. — Il y a une continuité, politique, en fonction d'éléments qui apparaissent aujourd'hui. Pour moi, ils étaient embryonnaires dans la crise de l'UEC : la mise en cause du stalinisme, les interrogations concernant la stratégie révolutionnaire, la volonté d'agir en dehors des organisations traditionnelles... Mais il n'y a pas de continuité physique. L'essentiel de cette génération, je le répète, n'a pas continué. Les seuls parmi eux qui ont continué à avoir une activité politique, en dehors de nous, se sont retrouvés au PS... On ne peut pas parler de continuité en termes de tradition.

◆ *Et la nôtre de continuité ?*

A. K. — La nôtre, oui, elle est évidente. On n'a pas changé fondamentalement, en termes d'orientation, de tradition, de programme. Entre les batailles de l'UEC et celles d'aujourd'hui, on retrouve des thèmes communs : par rapport au capitalisme, à la révolution, à l'auto-organisation, l'unité, l'internationalisme... Ce que certains nous reprochent, d'autres pas !

J. P. — Si l'on se demande pourquoi, la réponse est simple : nous avons une orientation, une compréhension et une analyse d'ensemble qui nous ont permis de comprendre à la fois Mai 68 et l'après-Mai. Le grand choc pour cette génération, c'est 1968, c'était le grand soir, la prise du Palais d'Hiver, etc.

La déception fut d'autant plus grande qu'à l'exception des militants organisés l'avant-garde étudiante n'était pas préparée à comprendre la contradiction qui existait entre la massivité et le profondeur de la grève générale, les tâches qu'imposait cette situation révolutionnaire, les problèmes stratégiques qui en découlaient d'une part, et d'autre part l'absence de direction alternative, l'incapacité pour l'avant-garde étudiante de se transformer en une telle direction. Dans ces conditions, le contrôle du PCF et son rôle lors de la reprise ont été un facteur de démoralisation et d'effondrement pour une partie de cette génération.

A. K. — Il y a eu deux grands chocs. Le livre le fait apparaître. Une partie des gens issus de l'UEC a été totalement asphyxiée par l'arrivée d'air de Mai 68 : après les débats en chambre, la pratique de masse ouverte par 1968 en a précé-



Rudi Dutschke et Alain Krivine, lors de la manifestation internationale de Berlin, février 1968.

Extrait de « Génération ».

une espèce de front uni de la gauche révolutionnaire. C'était moins une adhésion au communisme que le mouvement de tout ce qui était anticolonialiste, anti-impérialiste, antifasciste, qui rejoignait l'UEC.

J. P. — D'où des débats, au cours des assemblées de *Clarté*, où intervenaient Gorz, Bettelheim, Mandel... Tous les débats stratégiques étaient soulevés. Les problèmes de la transition et du socialisme en Chine avec C. Bettelheim, les débats économiques à Cuba dont E. Mandel et Bettelheim étaient directement parties prenantes, les problèmes de stratégie révolutionnaire en Amérique latine et la théorie de la révolution permanente, les différentes lectures de la révolution chinoise et, déjà, les discussions sur le néo-capitalisme en Europe et les stratégies ouvrières, discussions animées principalement par Gorz et Mandel.

tion coloniale, le Vietnam, Cuba, l'Amérique latine.

◆ *Pourquoi ce livre, aujourd'hui ? Après le mouvement de la jeunesse, à la veille de l'anniversaire de Mai 68, avec la crise du PCF, est-ce un phénomène d'écho ?*

A. K. — S'il y a écho, il n'est pas naturel. Cette génération, pour elle-même, a gardé une mémoire. Mais, pour beaucoup, le fil a été coupé : il y a rupture entre cette génération qui s'est éparpillée et l'actuelle génération révolutionnaire. Seul le phénomène d'écho joue : entre la crise de l'UEC et la crise présente du PCF avec le phénomène renouvateur, le fait qu'il y ait eu Mai 68 et puis plus rien, et aujourd'hui un nouveau mouvement de la jeunesse...

Mais il a bien fallu un élément qui fasse le lien et répercute l'écho. Il n'est donc pas étonnant qu'il ait fallu deux écrivains pour assurer le lien. Comme il

pité beaucoup sur le bas-côté. Il y a ensuite le choc de l'échec de 1968.

J. P. — Certains se sont trouvés mis sur la touche avant, assommés par la rupture de 1965.

A. K. — Parce qu'ils n'avaient pas les références permettant de comprendre le stalinisme et ce qu'est une crise révolutionnaire. Il faut aussi comprendre que tous ces événements ont constitué de terribles mises à l'épreuve des motivations révolutionnaires des uns et des autres. Sans vouloir être méchant, il faut reconnaître que les joutes oratoires au sein de l'UNEF, sans tests pratiques, c'était fascinant et facile. Avec le passage à la pratique, ce fut autre chose. D'abord au moment de l'exclusion de 1965, il fallait ou construire quelque chose ou prendre les pantoufles. C'est une minorité de l'UEC, les trotskystes et les maoïstes, qui s'est retrouvée dans des organisations indépendantes. Et c'est encore une minorité qui a participé à Mai 68. On peut donner des chiffres : nous étions cinq cents dans le secteur lettres au moment où on a créé la JCR, dans la JCR nous étions moins de cent venant de la Sorbonne.

◆ *Qu'est-ce qui vous a permis d'assumer ce double choc ?*

A. K. — Le cadre politique et organisationnel, qui faisait qu'on n'avait pas le nez collé sur l'événement. On n'a jamais cru qu'on tiendrait longtemps à l'UEC et que les antistaliniens conserveraient la direction de cette dernière. La formation sur le stalinisme qui était la nôtre nous permettait de voir venir le rouleau compresseur. Avant même l'expulsion, on avait plus ou moins prévu les choses. On avait fait des stages pour qu'au moins une minorité de cadres se prépare à une telle situation et à la construction d'autre chose.

Deuxièmement, quand il y a eu Mai 68, aucun d'entre nous ne pensait que la révolution était là et la prise du pouvoir par les travailleurs à portée de main. Il fallait pousser le plus loin possible, mais sans illusions excessives. Au moment de l'échec, à la différence des maoïstes, on ne s'est pas égaré dans des théorisations fumeuses sur le PC, la classe ouvrière, etc. Notre politisation et le cadre de la IV^e Internationale nous ont permis de tenir en tant que regroupement collectif. Certes, ce qui, individuellement, est arrivé aux anciens maos ou d'anciens italiens est aussi arrivé individuellement à d'anciens JCR et trotskystes, qui nous ont quitté par usure, démoralisation ou ne supportant pas le fin de 68. C'est en tant que groupe, au sein de cette génération, que

nous avons eu les moyens d'assurer la continuité. Ce qui ne peut s'expliquer que par des raisons d'armement politique.

J. P. — Nous étions, surtout théoriquement, préparés à comprendre ce qui se passait. Nous ne l'étions pas pratiquement, ce qui explique que nous ayions commis pas mal d'erreurs politiques par manque d'expérience. Mais pour l'essentiel, la croissance de la Ligue après 1968 et sa capacité à assurer une continuité politique sont liés à la préparation politique de ses principaux cadres.

A. K. — La seule continuité collective de cette génération se trouve à la Ligue. Beaucoup d'individus sont au PS, mais en tant que regroupement demeuré cohérent et ayant gardé le fil c'est la Ligue, même s'il y a eu beaucoup de pertes. C'est là qu'on retrouve le noyau de gauche de la crise de l'UEC.

J. P. — C'est également vrai pour l'après-68. En 1965, c'était déjà vrai pour Alain et les camarades qui étaient depuis longtemps au PCI. Après notre exclusion de l'UEC, s'il n'y avait pas eu la création de la JCR immédiatement, de nombreux militants auraient été perdus. Les « pro-Italiens », par exemple, en tant que courant, ont été quasiment absents de 68, parce qu'ils n'avaient pas de réponses politiques : la démocratie, la référence au Parti communiste italien et la coexistence pacifique... cela ne permettait pas d'aller très loin, et surtout cela ne représentait en rien une analyse critique ou alternative à la politique du PCF.

A. K. — Et ils n'étaient pas organisés. La spécificité des maos et des trotskystes, c'est qu'ils ont construit quelque chose.

J. P. — Pour les maos, le problème après 1968 est différent : ils sont organisés mais il y a inadéquation complète entre leur ligne et la situation politique, ou plus précisément ils contruisent une organisation sur la base d'une orientation radicalement fautive ; ils vont cependant gagner au début de larges couches de militants nostalgiques de la révolution perdue et qui pensent répéter rapidement l'expérience ; ces derniers vont faire naufrage, c'est encore une autre « sous-génération », une génération dans la génération, traumatisée par l'échec politico-organisationnel du maoïsme dans l'après-Mai.

◆ *Une dernière question, un peu personnelle, après lecture, ce livre, vous l'aimez ?*

J. P. — J'aime bien les mémoires. C'est la seule mémoire collective de cette génération dont je dispose pour l'instant. Et, en plus, elle est faite à partir d'un certain nombre d'interviews qui restituent assez bien toutes nos batailles communes ou séparées.

A. K. — C'est un livre de mémoire, d'histoire politique, qui a réclamé énormément de travail, avec beaucoup d'anecdotes. Mais ce n'est pas un livre anecdotique. Car c'est notre histoire et elle est présentée avec justesse. Ce n'est pas un livre de commentaire. La question, c'est comment vont réagir les gens qui n'ont pas connu cette expérience, là c'est autre chose. Vont-ils y voir une histoire de fous, des débats sans intérêt ? Quant aux conclusions du second tome, elles risquent d'être différentes.

J. P. — Il y a quelque chose d'un peu sentimental, on parle dans ce livre de militants comme Michèle Firk bien sûr, P. Goldman, Alain Forner et d'autres qui tout jeunes sont morts. Ce ne sont pas des « destins personnels », ce serait un terrible contresens. Ce livre est une façon de restituer des trajectoires individuelles dans une histoire collective, et de ne pas oublier.

A. K. — Les auteurs ne font pas montre de cynisme. Ils ne crachent pas sur leur passé, au contraire ils le transforment en épopée. Cela peut éventuellement choquer certains qui n'y verront qu'une épopée dans un verre d'eau, racontée dans un style pompier. Moi, j'y vois des gens qui ont pris au sérieux leur histoire, sans trouver plaisir à la salir, contrairement à ce que pratiquent largement d'autres. Du coup, ça sonne vrai, même si ça apparaît disproportionné.

J. P. — Disproportionné ? A l'échelle de l'histoire, ça l'était moins que la victoire en deux ans d'une poignée de guérilleros, à cent kilomètres des USA, moins que l'indépendance algérienne, impensable cinq ans auparavant, moins que la défaite infligée par le peuple vietnamien à l'impérialisme le plus puissant.

Mais il est vrai qu'il y avait dans tout cela une part d'illusions : nous surestimions les chances de succès révolutionnaire à court terme, nous espérions que les directions castriste et vietnamienne pourraient aider à la construction d'une nouvelle internationale révolutionnaire relayée par les nouvelles avant-gardes européennes.

Propos recueillis
par Francis Sitel

Afghanistan : l'éternité en guerre

Michel LEQUENNE

PAS de droit d'un peuple à disposer de lui-même qui ait eu si longtemps, au long des quatre dernières décennies, aussi peu de partisans, dans l'hémisphère occidental, que celui de l'Afghanistan. Aussi est-ce un humble succès pour la petite phalange de ses fidèles que le mur du silence ait commencé à être percé, grâce en particulier à des livres qui paraissent maintenant périodiquement. Parmi ceux-ci, celui qu'Olivier Roy vient de publier récemment¹ a une double qualité qu'on rencontre rarement réunies. En effet, il se présente comme un album de belles, saisissantes et déchirantes photos de Philippe Guérillot, mais elles sont le contrepoint d'un texte qui, en à peine quelques dizaines de pages, dit la quintessence de ce qu'il faut savoir sur le pays pour en comprendre la singularité, les caractères spécifiques de sa lutte contre l'invasion, la nature effroyable de cette guerre, la pratique de sa résistance, fait le bilan des sept longues années écoulées et dégage une perspective avec la lucidité et la profondeur propres à l'auteur.

Les déconvenues des lendemains de soutien aux guerres de libération nationale ont conduit à la prudence nombre de ceux qui ont « milité » (au sens le plus large du mot) pour ces justes causes. Comme la lutte de la résistance afghane est la première en son genre parmi ces guerres, non plus menée contre les impérialistes capitalistes colonisateurs mais contre une invasion par l'URSS dont les objectifs sont toujours discutés, la prudence des échaudés a redoublé, voire est allée pour certains jusqu'à l'abandon de cette cause, ce qui ne peut pourtant se justifier, de quelque éthique que l'on se réclame. Mais à la bonne dose — celle précisément de la lucidité sans illusions —, cela doit permettre un soutien plus ferme, et sans doute plus efficace.

Les sept années de guerre d'Afghanistan ont permis à tous ceux qui ont

embrassé sa cause et qui, pour la plupart, connaissaient peu ou pas du tout ce pays, à la fois d'en découvrir les problèmes, débarrassés des lunettes déformantes des simplifications sociologiques universelles, de comprendre ce monde hors de notre monde, culturel et mental, et d'apprendre à respecter un peuple en sa différence, qui même pour son droit à la vie, à son identité, à la disposition de lui-même, une lutte plus atroce qu'aucune autre, en ce moment pourtant fertile en horreurs.

Un monde à part

Olivier Roy connaît bien ce pays, ce peuple. Pas de loin, pas même seulement de la capitale, mais de tous les acres de son sol, inlassablement parcouru, en toutes ses ethnies dont il a été l'hôte, dans son unité diaprée profondément ressentie. Son deuxième chapitre est intitulé « Village », et part du rejet de la notion de féodalisme, catégorie marxiste à l'extension abusive qui malheureusement n'a pas été le fait des seuls staliniens. Pays de petite propriété agraire, où la vie, certes, n'était pas idyllique, mais si fortement intégrée dans ses structures sociales et religieuses que l'opposition à la ville y est la clef de compréhension du soulèvement initial.

C'est dès le coup d'Etat « communiste » de 1978 que tout s'est gâté. Mais déjà, en 1975, quand les jeunes intellectuels nationalistes, islamistes pourtant, mais partisans, à l'égyptienne, d'une conciliation de l'islam et de la science, avaient voulu soulever les campagnes contre le régime laïciste du prince Daoud, c'est contre ce modernisme, et non contre le prince, musulman lui-même aussi après tout, et donc légitime dans sa lointaine capitale, que les paysans se levèrent, allant jusqu'à livrer à la police les jeunes apprentis sorciers. Il faudra cinq ans et l'invasion russe pour que ces

intellectuels islamistes soient compris et deviennent les commandants de la résistance dans le nord. Combien donc davantage le village ne devait-il pas se lever contre les « mécérants communistes » qui, sans respect, remettaient en cause toute son infrastructure culturelle, n'ayant pas compris la leçon de leurs proches devanciers.

On a là un double phénomène du plus haut enseignement, dépassant les frontières de l'Afghanistan. L'idée que la révolution « prolétarienne » s'impose,

immédiat du génocide cambodgien (le Cambodge étant, notons-le, un autre pays que la colonisation n'avait pas labouré en profondeur). Dans les deux pays, la rencontre de la dominante du « temps long » avec la robotique d'un socialisme de caserne ne pouvait que déboucher sur des actes d'une inhumanité absolue.

Au-delà des différences de moyens, intérieurs et artisanaux ici, extérieurs et munis des outils de grande puissance là, la même logique barbare s'applique. En



Le combat fait naître les vrais moudjahidin.
Photo de Philippe Guerillot.

comme d'elle-même, par son universalisme et la primauté des facteurs économiques, est une idée ethnocentriste, « ethnopaternaliste » qui, facilement, peut devenir criminelle. Même la révolution bourgeoise avait trouvé, en Bretagne et en Vendée, puis dans le reste de l'Europe, des échecs dus à la rencontre de l'inégalité de développement et à la puissance du « fonds culturel », ce « temps lent » de l'histoire sur lequel les historiens modernes, tel Fernand Braudel, ont mis l'accent. L'Afghanistan, un des rares pays du monde qui n'avait pas connu la colonisation, n'avait pas non plus, de ce fait, connu la brutale et totale acculturation et le bouleversement de civilisation qui est une des bases de la révolution, bien nommée « coloniale ». L'Afghanistan aurait eu besoin de patientes, lentes et respectueuses réformes que la logique mécanique de tout le monde moderne est parfaitement incapable d'apporter.

Mais, de plus, quand le monde moderne a le visage du « communisme stalinien », cette rencontre du XX^e siècle avec une civilisation millénaire prend un visage qui mérite peut-être de s'appeler « pol-potisme » du fait du précédent

douterait-on que l'ancien directeur de la sinistre prison de Poul-i-Charkhi précisait l'objectif avec brutalité : « Pour construire le socialisme en Afghanistan, nous n'avons besoin que d'un million d'habitants. » Il y en avait dix-sept millions quand il prononçait cette phrase. A qui cela ne doit-il pas donner froid dans le dos ?

L'Afghanistan apparaît comme le type de ces pays que le communisme avait — aura — le devoir de préserver et d'aider, et seulement, selon ses propres besoins, comme autant de *moments* (et nous ne disons pas, à dessein, d'*étapes*, pour ce que ce mot suppose de cheminement rectiligne), de l'humanité, dont chacun a sa richesse, qui ont objectivement valeur pour tous, et nul autre stade de civilisation n'a le droit de condamner à mort. La colonisation a broyé de façon barbare nombre de civilisations méprisées comme primitives et... barbares. La mission du socialisme-communisme devrait être de préserver ce qui reste. L'URSS fait en Afghanistan l'inverse.

Le chapitre qu'Olivier Roy consacre à l'islam afghan est aussi essentiel et complète celui du village.

Il faut un effort aux esprits occidentaux pour comprendre cette religion sans Etat, et *donc*, se développant avec de considérables diversités. Ainsi, par exemple, du soufisme, mystique, contemplatif, qui a subsisté, là en particulier, alors que le quietisme est mort depuis longtemps au sein du catholicisme.

L'Islam afghan

Opium du peuple, la religion, ici comme partout ? Certainement, à condition de le comprendre au sens riche qu'il a dans le texte de Marx² et non au sens étriqué de pure et simple mystification qu'il suffirait de dissiper par une élucidation verbale. Olivier Roy souligne ce fait qu'il n'y a pas de lien, et donc encore moins de fusion, entre Eglise et Etat. C'est au contraire au nom de l'islam que la lutte est menée contre les puissants, y compris contre les compromissions du clergé. Et la rupture est encore plus nette du fait que, dès 1920, il y a eu laïcisation du régime et qu'alors les mawlawi, ces religieux formés dans les écoles coraniques, se sont repliés sur les campagnes.

Pas d'Eglise, cela signifie : pas de clergé institutionnalisé, mais, en revanche, une vie scandée, le jour par les prières, l'année par les fêtes religieuses, repères « dans un calendrier qui reste bien théorique ».

Dans la lutte actuelle, c'est l'islam qui cimente et développe l'unité nationale, hier plus théorique que réelle.

L'invraisemblable résistance

Les fondements de la lutte situés, Olivier Roy fait le point de celle-ci. Sept ans de guerre entre le Goliath russe et le David afghan ont fait réfléchir les plus sceptiques. Quel est le secret de cette invraisemblable résistance, dix fois moins aidée que n'importe quelle autre, menée par des hommes de tout type, vivant de thé et de pain sec.

D'abord, c'est la résistance de tout un peuple. La résistance est partout, et, désormais, tous les « comités » reliés à l'un ou l'autre des partis de Peshawar. Partout, c'est-à-dire à la fois là où la guerre reste à distance — au Nouristan, au Hazaradjat, au Badakhstan — et où les combattants sont la population en armes, à l'ancienne mode des guerriers ; et là où la présence quasi quotidienne du combat transforme graduellement les groupes de combattants en guérillas modernes, a fait naître les vrais *moudjahidin*. Partout, en dépit même de la désertification, parce que — et c'est

encore là sans doute une raison essentielle — ces combattants sont enracinés dans leur pauvre terre, sans autre perspective que la retrouver un jour, indifférents au *temps* parce que leur culture est, sans solution de continuité, millénaire et que, comme le titre de l'album le précise, nous sommes au royaume de l'Éternité.

Une autre fusion « nationale » a été mise en œuvre par ces sept années de guerre, celle, précisément, que la modernisation citadine avait manquée, à laquelle même elle tournait le dos : celle du peuple paysan et de l'intelligentsia. Si les intellectuels afghans, ainsi que le souligne durement Mohammed Haydar dans *Défis afghans*³, de par leur formation, ont en masse été étrangers au soulèvement et à la résistance, à laquelle ils ont cruellement manqué, formant le gros de l'émigration lointaine, en Europe surtout, une minorité, ceux-là en particulier qui avaient manqué leur but en 1975, sont devenus les jeunes cadres de la résistance, surtout dans le Nord.

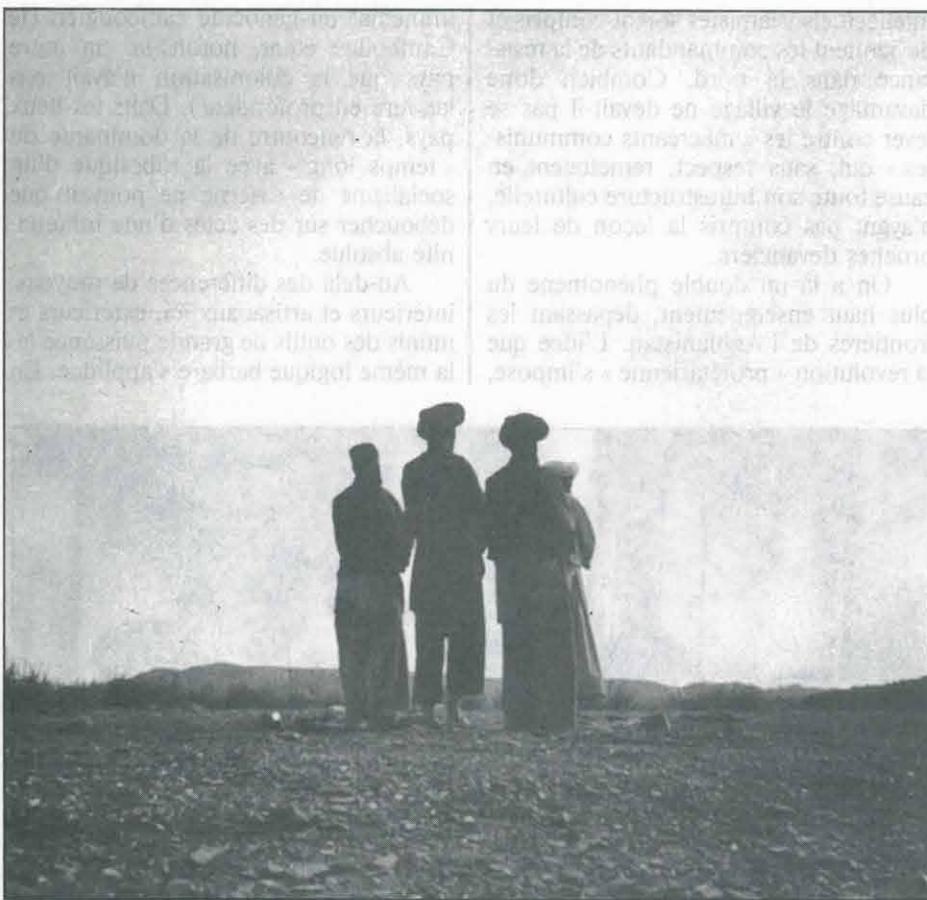
En face, la guerre totale

Face à cette résistance tenace, l'adversaire est impitoyable, et, par ailleurs, aveugle, plus étranger par l'intellect que par la langue et les mœurs ; comme les Américains au Vietnam, démoralisés par une réalité qui dément les valeurs au nom de laquelle on les a envoyés se battre. Pourquoi sont-ils venus ? A cette question dont le reste du monde pèse et soupèse des réponses complexes, stratégico-politiques, l'Afghan a trouvé une réponse simple dans son expérience : « *Tu vois, on croyait que les Russes étaient une nation "mûre", avancée. Eh bien, dès qu'une compagnie débarque au village, ils se ruent sur les melons, ils emmènent la farine et les moutons. Les Russes sont affamés. (...) Regarde comme ils sont maigres, sales et sans argent. C'est pour manger qu'ils nous ont envahis...* »

Même si les buts de guerre soviétiques avaient été d'« élever » la société afghane au niveau du socialisme, encore aurait-il fallu que les « éducateurs » soient eux-mêmes élevés à ce niveau.

Mais nous l'avons vu par la déclaration du garde-chiourme de Poul-i Charkhi, le socialisme n'est plus ici qu'une abstraction inhumaine, couvrant des buts qui n'ont rien de socialistes, pire même qu'au Cambodge de Pol Pot en cela que pour réaliser le génocide d'un peuple qui leur résiste les Russes doivent détruire la base même de la vie et de la culture.

Le chapitre « La lèpre » trace un



L'éternité en guerre.

Photo de Philippe Guerillot.

tableau effrayant de la désertification d'un sol conquis patiemment contre le roc et le sable au long des siècles. Et on a là l'amorce de ce qui pourrait faire basculer toute la perspective que les sept ans de guerre n'ont pas encore annulée : ce sol pourra-t-il ressusciter ?

Au Pakistan, l'acculturation d'une population de femmes, de vieillards, d'enfants, de mutilés s'installe dans l'ennui et dans la misère assistée. Les enfants qui ont grandi là perdent leur langue. La culture nationale est battue en brèche, y compris par la pression d'autres « islam ». La corruption est omniprésente avec le marché noir, la spéculation...

Aura-t-on là une nouvelle Palestine, aussi mal supportée que l'autre par les pays d'accueil. Au Pakistan, l'opposition « démocratique » rêve de se défaire du problème afghan de l'émigration par une entente avec Kaboul. L'insupportable résistance des guerriers que rien ne lasse sera-t-elle défaits par la tenaille du désert et de la décomposition ?

L'espoir paradoxal tient au retour du mal sur l'envahisseur lui-même ; à la gangrène de ses troupes, à la démoralisation qui atteint l'intérieur, à l'effet induit du réveil du nationalisme des républiques musulmanes de l'URSS. Gorbatchev a dû avouer que cette guerre était une plaie au flanc de l'URSS. Et les tentatives de recherche

de solution de son côté, bien que sans portée possible de par la nature des propositions actuelles, ne peuvent cependant être mises au seul compte des manœuvres de gain de temps.

Lentement, la prise de conscience du caractère néfaste de l'éparpillement ethnique et religieux de la population s'étend, et l'intérêt commun semble s'imposer entre les partis islamiques dont la déclaration du 17 janvier semble bien, enfin, le premier pas vers la fondation d'un gouvernement en exil.

Olivier Roy, dont jusqu'ici la lucidité n'a jamais été mise en défaut, termine son texte sur une note d'optimisme. A l'heure où toute la civilisation occidentale en arrive à devoir s'interroger sur ses fins, et les risques pris qui menacent la survie même de toute l'humanité, une victoire finale de l'Afghanistan, quel que soit le régime qui en sortira, serait une victoire humaine.

Michel Lequenne

1. *Afghanistan : l'éternité en guerre*, texte d'Olivier Roy, photos de Philippe Guerillot, préface de Pascal Bruckner, Editions de la Nef. Le Bureau international Afghanistan a publié un volume, *le Défi afghan*, aux éditions Anthropos, dont nous rendrons compte prochainement.

2. « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel » in *Critique du droit politique hégélien*, Editions sociales.

3. « Les intellectuels afghans », in *Défis afghans*, n°10, novembre 1986.

La critique de jazz est-elle encore possible ?

Sur le livre de Jalard :
Le jazz est-il encore possible ?

Nicolas MAHEU

JALARD, contrairement à beaucoup de critiques actuels, analyse la musique de jazz en elle-même (sa situation objective, ses liens avec la réalité des « conditions sociologiques et psychologiques dans lesquelles elle naît ») et pour elle-même, pas dans ses contingences matérielles et visuelles. Ces descriptions sont utiles pour rendre compte d'un climat mais ne peuvent se substituer à l'analyse de la musique. La manière dont, par exemple, il rend compte du concert de Monk à Paris en expliquant *pourquoi* Monk est déçu est un petit chef-d'œuvre qui fait apparaître l'explication jalardienne comme coulant de source. De même, il faut lire sa description (théorisée) de l'impasse de la musique de Miles Davis à travers les albums *Miles smiles* et *Sorcerer*, qui explique pourquoi Miles s'est orienté vers le « rock » sans rien perdre de sa sonorité magique.

Etonnante force de la philosophie. Jalard, à l'instar de Hegel (celui de *L'Esthétique* qui a écrit : « Car, dans l'art, nous n'avons pas affaire à un jeu simplement agréable et utile, mais... au déploiement de la vérité. »), offre une grille de lecture de la musique, expliquée en « elle-même », de par ses connotations, l'écho que lui renvoie son propre son et par les conditions psychologiques du créateur, du musicien de jazz, qui renvoient à la réalité sociale, à l'affirmation de l'homme noir.

De telles références ne sont pas aujourd'hui en « odeur de sainteté », mais elles sont à l'origine d'une critique de style philosophique. Et la lecture de Jalard n'en est pas pour autant rébarbative. Elle rend conscientes un certain nombre de questions clés.

La méthode est différente de celle de Réda qui, elle, renvoie à la poétique. Elle se sert des mots et de l'histoire personnelle de musiciens (voir sa merveilleuse anthologie) pour suggérer la musique, lui rendre son rythme, son expressivité et marquer un itinéraire. Il

faut lire dans *Jazz-magazine* sa très belle déclinaison sur le surnom du « drummer » Shadow Wilson. Là aussi, le lecteur ne peut que souscrire, tellement il est au regret de ne pas y avoir pensé lui-même.

Les différentes méthodes

La méthode jalardienne est également différente de celle mise en œuvre par Carles et Comolli dans *Free jazz/Black Power* qui est plus « socio-économique » et cherche à expliquer l'évolution du jazz par la demande, c'est-à-dire par la référence au contexte, celui de la communauté noire américaine, ses révoltes comme son intégration. La force de cette méthode est dans la dialectique entre l'évolution de la communauté noire (le Black Power, affirmation de l'homme noir comme simplement un être humain à part entière, qui est en même temps l'éloge de la différence, affirmation de son identité), ses revendications et l'évolution de la forme musicale issue des Noirs américains, le jazz. Ici, la forme musicale est analysée comme un reflet des luttes des Noirs américains, comme liée à leur prise de conscience. Dans ce sens le free jazz est l'expression de la possibilité de transformations sociales radicales, de la prise de conscience de la nécessité de la révolution pour commencer à résoudre les problèmes raciaux.

Cette méthode est loin d'être caduque : le jazz, le blues, le gospel ont toujours été *codés*, comme le montre, une fois encore, le dictionnaire publié récemment par J.-P. Levet aux éditions « Soul bag »-Clarb : *Talkin' that talk*. Le langage des colonisateurs transformé, métamorphosé par les colonisés, utilisé par eux pour communiquer leur haine de l'opresseur et s'organiser,



éternelle dialectique de l'oppression qui donne naissance à la forme sublimée de cette oppression : l'art, qui révèle la réalité, l'art toujours renouvelé qui conduit à la vérité.

Ces trois méthodes que nous avons schématiquement résumées ne s'opposent pas mais se complètent. Elles offrent un éclairage différent du jazz, tout aussi utile et nécessaire.

L'analyse de Jalard

En analysant l'évolution interne du jazz, Jalard est conduit à se (et à nous) poser la question : « *Le jazz est-il encore possible ?* » (c'est nous qui le soulignons), titre étonnamment bien choisi. La surprise, le choc, provient de son *évidence*. C'est la question que nous nous posons, sans le savoir. C'est l'immense mérite du critique de formuler les questions de l'heure. Cette question est visiblement la seule pertinente quand on regarde l'évolution du jazz depuis John Coltrane et Ornette Coleman.

La musique de jazz nous avait habituée à une plus grande profusion de génies qui se sont succédé rapidement. Armstrong avait quarante ans environ³ lorsque Parker apparut et, entre-temps, le Duke et le Count avaient constitué leurs grands orchestres et inventé des nouvelles couleurs musicales. Sans parler des ténors qui vont occuper la scène du jazz à la fin des années trente, comme Coleman Hawkins ou Lester Young.

La scène du jazz

Aujourd'hui, en comparaison, la scène du jazz semble bien triste. Non que de grands instrumentistes n'existent pas. Au contraire, ils sont légion, comme les frères Marsalis ou Harrison/Blanchard. Tous sont des solistes d'envergure qui, sûrement, jouent beaucoup mieux que leurs aînés. Mais où est le génie qui va révolutionner une nouvelle fois cette musique, tout en sauvegardant les fondations ? Ces fondations que sont le blues, le swing (ce balancement dialectique, impossible à décrire mais dont il est possible de déterminer l'absence ou la présence, que Jalard nomme « *la souplesse biologique du swing* »), la couleur sonore, qui font que l'on peut dire à coup sûr : « C'est du jazz ! »

C'est pourquoi la question « *Le jazz est-il encore possible ?* » est celle que chaque critique, et au-delà chaque amateur de jazz, ne peut que se poser. Et nous nous la posons... Sans le savoir, ou peut-être sans oser ! C'est l'immense

mérite de Jalard d'oser et, ainsi, nous perturber, nous troubler.

Sa thèse — et la divulguer ne peut que conduire à la lecture des arguments, contrairement à ce qu'écrit Gerber dans sa préface — est que le jazz n'évoluera plus, qu'il est un système fermé, qu'il correspond à un moment historiquement daté de l'évolution de la communauté noire. En conséquence, il ne faut pas s'attendre à l'apparition d'un nouveau génie. Désormais, les frontières sont tracées et ne changeront plus.

Pour Jalard, « *le jazz apparaît totalement solidaire du rêve intégrationniste (de la sous-intégration à la reconnaissance réciproque) et de la lutte pour les droits civiques*⁴ ». En ce sens, pour lui, le free jazz (la « *New Thing* », comme il préfère dire) est une contestation radicale du jazz parce qu'elle remet en cause le rêve intégrationniste et aussi (de ce fait ?) parce que cette forme musicale conteste radicalement le jazz en remettant en cause le swing. Ce qui expliquerait l'actuel « *retour en arrière* ».

Cette thèse a pour elle un immense mérite : elle donne un cadre cohérent à l'actualité du jazz, musique qui s'internationalise de plus en plus et donc s'abâtardit (une chance pour elle : le mélange, comme disaient certains, permet d'avancer, et les amateurs de jazz ne peuvent que souscrire à cette affirmation) avec une « *technicité* » de plus en plus grande⁵.

Quelques critiques

Mais le mouvement même de prise de conscience de la communauté noire vient contester l'analyse jalardienne. Les avancées, les révolutions internes au jazz, ont toujours révélé l'affirmation de la spécificité des Noirs américains. Armstrong en premier. Ainsi que Duke Ellington de manière plus consciente : le style *jungle* est directement lié au « *retour de l'Afrique* » dont Marcus Garvey était à l'époque (les années trente) le promoteur. (Voir, bien sûr, le roman de Chester Himes qui porte ce même titre pour comprendre l'escroquerie, et aussi l'attente désespérée des Noirs d'une solution avec l'affirmation d'une identité noire en train de se chercher.) Mais il est vrai que, *dans le même temps*, le souci d'intégration restait présent.

Le mouvement même de la naissance du jazz relève de la dialectique de l'intégration : c'est la fusion d'éléments empruntés à la musique européenne et à la musique africaine qui est l'origine du jazz. Mais le gospel comme le blues (et donc le jazz) est la musique des opprimés faite par eux et pour eux. Le

Louis Armstrong.



mouvement d'intégration est en même temps révolte et affirmation de l'identité du groupe social. C'est une musique éminemment sociale qui naît de l'oppression et de l'exploitation. Comme toute musique qui accède à l'universel, elle est d'abord révolte contre l'ordre ancien. (Voir par exemple la « fausse » autobiographie de Mingus, *Moins qu'un chien*, dans laquelle il « décrit » la malédiction qui pèse sur un créateur noir : c'est dans l'oppression qu'il trouve la racine à la fois de sa révolte et de son art...)

Ainsi, et nous prendrions volontiers le contre-pied de Jalard, ce n'est pas l'intégration qui domine dans la résolution de la contradiction. Elle n'est qu'un moment de cette contradiction qui correspond aux périodes dans lesquelles le jazz « digère » ses découvertes. L'autre moment est celui des révolutions. Ces dernières correspondent à l'affirmation des revendications collectives des Noirs américains. Que ce soit le be bop ou le free jazz. De ce point de vue, on nous permettra d'affirmer que dans la « New Thing » le swing a changé d'expression mais existe toujours. Particulièrement évidente est cette affirmation lorsqu'on écoute Ornette ou Don Cherry ou Ayler ou Shepp... C'est vrai cependant que ce fut un moment d'énorme contestation à l'image des explosions sociales des ghettos noirs américains.

La dialectique inversée

Eclatante est cette inversion lorsque Jalard aborde le problème des musiciens blancs qu'il associe très abusivement au show business. Dans le souci de démontrer que le jazz est dominé par l'idée de l'intégration, il ne peut que conclure que la participation des Blancs est l'expression de cette intégration. Il analyse cette « participation » du seul point de vue des Noirs américains. C'est très largement réducteur. La question qui domine est plutôt celle du choix par des musiciens blancs de cette forme musicale. En posant la question de la sorte, force est de constater que ces musiciens blancs sont issus de ces musiciens blancs sont issus de couches spécifiques de la société blanche capitaliste. Les Juifs et les Italiens dominent très largement. Est-ce un hasard lorsqu'on connaît l'histoire de la formation de la société américaine ? Ajoutons un argument strictement musical : connaît-on meilleur joueur de blues que le regretté (comme disent les Américains) Zoot Sims ? (N'est-ce pas, Alain Gerber ?) N'est-ce pas l'affirmation de ces musiciens de se situer en dehors de la société blanche⁶ ? Nous dirions plu-



Ornette Coleman.

tôt en conclusion que c'est l'affirmation de la différence qui fait accéder le jazz à l'universel.

Nous voudrions apporter un élément de méthode supplémentaire qui, sortant de ces considérants, pourrait infirmer la thèse jalardienne. C'est la référence à l'évolution de la communauté noire américaine. En effet, l'impasse du free jazz (musique qu'il faut écouter : Ayler n'a pas pris une ride, pour citer le plus grand) n'était pas seulement une impasse musicale, mais représentait une défaite sociale, notamment de la stratégie politique du groupement le plus actif, les Black Panthers.

La situation actuelle de cette musique reflète celle de la communauté noire. Quelle stratégie politique proposer ? Quel est son avenir ? Quelle identité ?

Aujourd'hui, le contexte social est marqué par le recul conjoncturel des luttes et, surtout, par le recul de l'idée même de la révolution qui se traduit dans la musique par la consolidation des découvertes. La musique de Parker est de nouveau l'objet de recherches et on s'aperçoit des richesses qu'elle recèle.

Ce retour au be-bop (nouvelle forme du *revival*) est à la fois regard en arrière (le passé est toujours une impasse) et le fait de renouer avec ses racines. De ce point de vue, les études sociologiques révèlent que les jeunes

Noirs américains *ne connaissent pas leur passé* et, pour certains d'entre eux, n'ont jamais travaillé. Ils vivent de l'aide sociale. Les statistiques le montrent bien : c'est dans la population noire que le taux de chômage est le plus élevé ! Retrouver les racines de la culture noire, c'est la tâche que s'est ainsi assigné Archie Shepp et, en ce sens, c'est exemplaire. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire de parler de sa musique même si, sur le plan esthétique, elle n'est pas toujours convaincante. Se réapproprier le passé est une forme d'affirmation de l'être. Cette méthode, qui renoue avec celle de Carles et Comolli, a tendance à nous faire conclure qu'il ne s'agit que d'un moment dans l'évolution de la musique de jazz. Un moment qui peut être long.

Il est vrai, cependant, que les musiciens, et donc la musique, apportent eux-mêmes de nouveaux arguments à la

thèse jaldardienne. Par exemple : les Dirty Dozens Brass Band ou le Brass Band de Lester Bowie viennent confirmer que le jazz se constitue comme une totalité. Ces deux regroupements, qui ont beaucoup de succès, ne font plus de différence entre New Orleans, be-bop ou free jazz... Ils jouent *tout le jazz* en un melting pot réjouissant et provocateur.

Mais ce peut être un moment nécessaire de remise en ordre... et d'affirmation de leur identité.

Il est juste de noter qu'en filigrane apparaît une autre thèse : la communauté noire serait en train de forger une *autre forme musicale* qui n'aurait rien à voir avec le jazz, ou plus exactement qui n'aurait plus le swing comme fondation et élément déterminant. Ce serait « autre chose » qui prendrait la suite de la « nouvelle chose » (« *New Thing* »). Thèse non développée dans ce livre, et

Jazz en Tchécoslovaquie

Rouge du 31 décembre 1986 publiait un article de *Jazz-magazine* concernant la Section de jazz de l'Union des musiciens tchécoslovaques dont certains membres sont emprisonnés et accusés d'« activité lucrative illégale ». L'article concluait par cette phrase : « *Ses responsables paient aujourd'hui leur audace : il n'est rien de plus subversif que de considérer le terme "jazz" dans son acception la plus intégrale, celle d'un espace vital qui ne supporte aucune entrave.* »

Leur procès vient d'avoir lieu et, bien que le tribunal n'ait pas suivi le procureur qui demandait trois à quatre ans de prison, ils ont été iniquement condamnés.

Nous publions la lettre que Karel SRP, président de la Section de jazz, condamné à seize mois de prison, a écrite en détention. Déjà la solidarité s'organise ; elle doit se développer pour sa libération et celle de Vladimir Kouril, secrétaire de la section, condamné à dix mois de prison.

Remerciements aux membres et amis de la Section de jazz.

« Ces derniers jours, j'ai reçu un grand nombre de félicitations pour mes cinquante ans. J'ai aussi appris l'énorme élan suscité dans le monde progressiste pour la sauvegarde de la Section de jazz et pour la libération des membres du bureau de celle-ci, à l'heure actuelle emprisonnés.

« Je veux remercier, par l'intermédiaire de la section, tous ceux qui se sont engagés pour cette cause. Et leur dire que leur aide est d'un grand secours et d'une signification toute particulière à la Section de jazz, aux familles emprisonnées et à moi personnellement. Seuls celui qui est mis en prison pour ses convictions et l'association à qui l'on interdit de faire ce qu'elle souhaite faire pour son peuple peuvent l'apprécier pleinement.

« Nous en sommes très reconnaissants et, à notre tour, nous voulons agir pareillement.

« Aujourd'hui, en Tchécoslovaquie les gens se rendent compte que l'injustice commise à l'égard de la Section de jazz

peut, demain, les frapper aussi. Ils se rendent également compte que les droits de l'homme doivent prévaloir sur tous les intérêts des groupes au pouvoir et que seule l'exigence du respect rigoureux des accords d'Helsinki peut changer la situation actuelle.

« Aussi la Section de jazz souhaite qu'il soit discuté de son cas partout dans le monde et que, par rapport au présent conflit entre le ministère de la Culture tchécoslovaque et les citoyens de ce pays librement associés dans cette Section de jazz, cela ne soit pas considéré comme une ingérence dans les affaires intérieures tchécoslovaques.

« La Section de jazz offre à cet effet tous les droits d'auteurs pour la diffusion de ses matériaux en tout lieu et par toute personne dans le monde.

« A Prague, il s'agit d'Helsinki. Le cas de la Section de jazz a dépassé le cadre d'une association culturelle. Il s'agit des intérêts et des droits de tous. Encore une fois, merci pour votre soutien.

« Et je vous en prie, tenez bon !

Février 1987 — Karel SRP
prison de Prague — Ruzyně. »

Source : Palach Press Limited, Press and Literary Agency, PO Box 222, London WC2H 9RP.

pour cause : pour l'instant, elle n'existe pas ; plus justement, nous ne la connaissons pas. Nous croyons, quant à nous, que le jazz n'a pas dit son dernier mot, parce que cette forme musicale est concomitante à l'évolution de la communauté noire. Rompre avec le blues, avec le gospel, c'est rompre avec le passé de la communauté noire et ce n'est pas possible. Sur le plan social, le problème racial n'est pas résolu, au contraire ! A quelles références sociales cette « nouvelle chose » pourrait-elle répondre ?

Enfin, nous voudrions ajouter un élément économique qui tient à l'offre de jazz. Lancer sur le marché un pro-

duit nouveau est dangereux pour le producteur, alors que les rééditions représentent un marché plus sûr. Malheureusement, la musique (surtout le jazz) se transmet par le disque qui est une marchandise vendue sur le marché et qui doit rapporter un bénéfice. Quel producteur prendra le risque de lancer une nouvelle façon de jouer le jazz ?

L'offre de jazz

Il est juste de dire cependant que, visiblement, la demande n'existe pas...

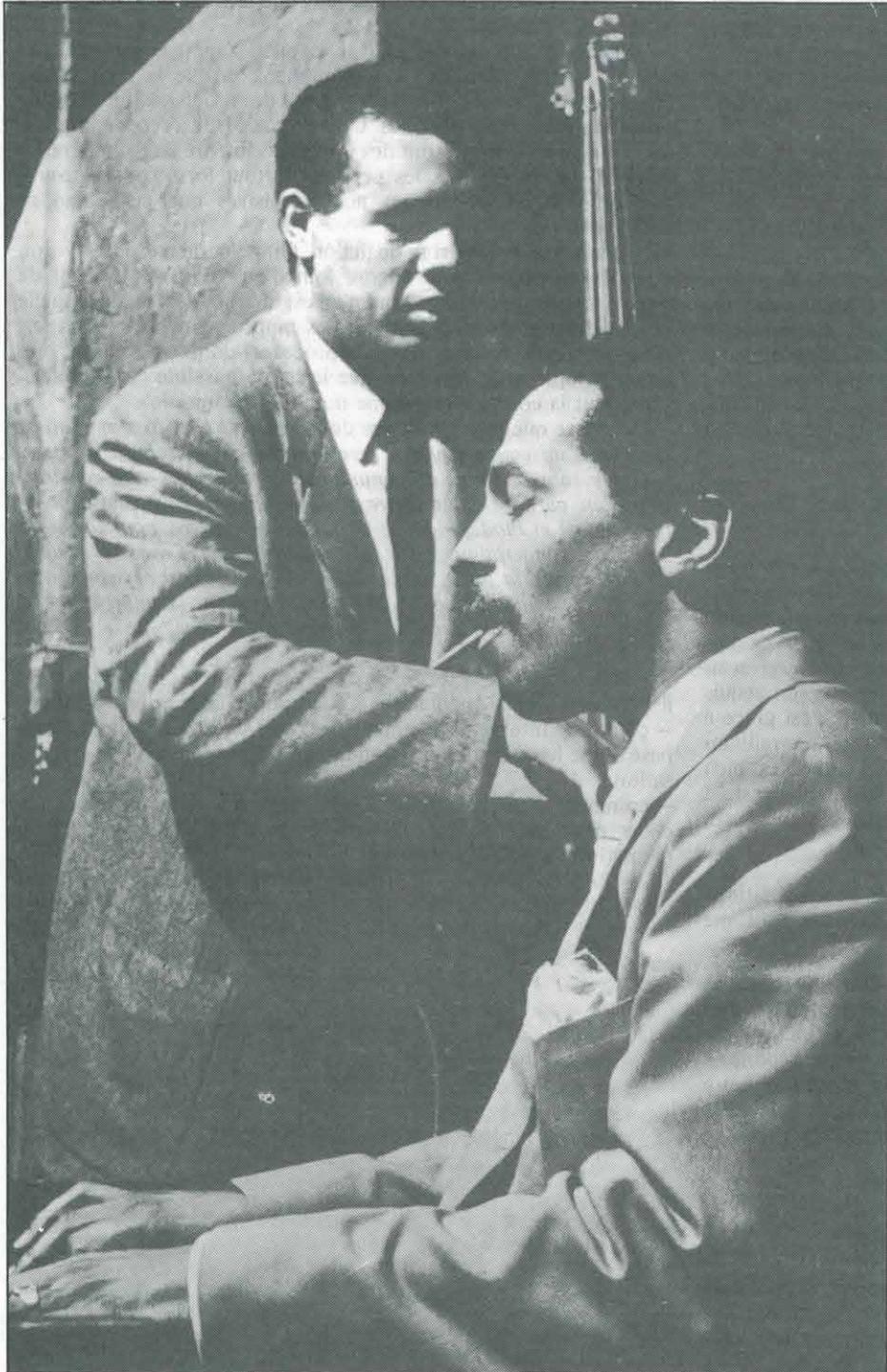
On pourrait continuer... Nous voulions seulement montrer la force, l'inté-

rêt du livre de Jalard. Ses chroniques, nous les avons lues dans *les Cahiers du jazz* (ainsi que dans *Jazz-magazine*) et, depuis la disparition de cette revue, dirigée par Lucien Malson, Jalard s'était tu. Sa thèse se fait entendre d'autant plus fortement... Alors lisez « le » Jalard ! Et critiquez-le : cette critique d'une critique pourra nous faire avancer dans la voie de la connaissance. Et écoutez du jazz... Pour juger sur pièces. Jalard vient nous administrer la preuve que la critique de jazz est possible et nécessaire. Elle dépasse le simple « j'aime » ou « je n'aime pas », qui reste un point de départ mais ne doit et ne peut pas déboucher sur des jugements de valeur. Le créateur, l'artiste quel qu'il soit, doit rester maître de son art qui ne reçoit de justification qu'interne.

Nicolas Maheu

1. M.-C. Jalard, *Le jazz est-il encore possible ?*, p. 155.
2. Voir aussi Leroy Jones, *Blues People*.
3. Voir l'excellente biographie d'Armstrong par J.-L. Collier, en français, chez Denoël.
4. Jalard, *op. cit.*, p.166 et aussi p. 171 et 179.
5. Sur la technique, il faut lire les réflexions d'André Hodeir dans *les Mondes du jazz*.
6. Voir la très belle biographie de Art Pepper, *Straight Life*, ou le *Jazz West Coast*, ou le polar *la Scène*.

Charles Mingus et Bud Powell.



Références des ouvrages cités

- M.-C. Jalard, *Le jazz est-il encore possible ?*, éd. Parenthèses, collection Epistrophe.
- Jacques Réda, *Anthologie des musiciens de jazz*, éd. Stock.
- Carles et Comolli, *Free-jazz/Black Power*.
- Alain Tercinet, *West coast jazz*, éd. Parenthèses.
- Charlie Mingus, *Moins qu'un chien*, éd. Parenthèses.
- André Hodeir, *les Mondes du jazz*, éd. 10-18. Du même auteur, il faut citer *Hommes et problèmes du jazz*, récemment réédité aux éd. Parenthèses, analyse musicologique dont on ne saurait se passer.
- J.-L. Collier, *Louis Armstrong*, éd. Denoël ; à notre connaissance, la première biographie de ce créateur de jazz. Du même auteur, il faut lire *l'Aventure du jazz*, en deux volumes, chez Albin Michel.

Enfin, pour ceux qui voudraient savoir quels disques écouter et comment ils s'insèrent dans l'histoire du jazz, *le Guide du jazz* de Jean Wagner, édité par Syros et Télérama, répondra à leurs premières questions.



Vivre sans temps morts !

François OLLIVIER et Francis SITEL
(majorité du comité central)

DÉPUIS l'automne, pour la LCR, c'est comme un nouveau printemps : mouvement de la jeunesse, grève des cheminots, mobilisation des instituteurs, recompositions prometteuses du côté du PCF... Et, du coup, ceux qui allaient répétant que la Ligue était morte, qu'il fallait l'enterrer, découvrent, épatés ou contrits, leur erreur.

On cause beaucoup de nous, parlons-en un peu...

La relance des luttes, après des années de recul, de coups encaissés et de crise désagrégratrice du mouvement ouvrier, marque un tournant de la situation. Les effets négatifs des dix dernières années n'en sont pas effacés pour autant : la riposte d'ensemble à l'offensive néo-libérale se heurte encore à de bien puissants obstacles. Mais les conditions pour préparer celle-ci sont plus favorables. Et la confiance en nos propres capacités d'intervention doit s'en trouver renforcée.

a) Au feu des dernières mobilisations sociales, nous avons pu tester et notre orientation et notre efficacité.

Défense intransigeante des revendications, politique d'unité et de démocratie dans un mouvement de masse, pratique syndicale lutte de classe et développement de l'auto-organisation, affirmation non sectaire de l'organisation... L'articulation correcte de ces divers éléments ne saurait supporter ni improvisation ni tergiversation. Si les militants de la LCR ont joué un rôle, s'ils ont acquis une audience auprès de leurs camarades de combat, c'est grâce à un capital — capital d'expérience, de programme, de militantisme... — qui est celui de la LCR. Une fois confirmé que c'est bien un même projet qui anime l'organisation dans sa totalité, reste à tirer les enseignements de ces luttes pour préciser et enrichir notre orientation. Tel est le premier enjeu de notre congrès.

b) La crise du mouvement ouvrier est grosse de recompositions importantes. Celles-ci appellent de nous une audacieuse politique d'ouverture unitaire.

Cette crise est profonde et globale : crise de direction, d'orientation, d'organisation... C'est tout un cycle du mouvement ouvrier qui se clôt et ouvre sur un avenir à construire. Il ne saurait y avoir d'orientation révolutionnaire qui fasse l'économie d'une réponse à ce problème. Et les propositions des uns et des autres doivent être jugées à l'aune de ce qui **aujourd'hui** représente le défi majeur : la crise du PCF et l'affirmation du courant des communistes renouveleurs.

Ni dissolution ni autoproclamation !

Relever le défi, ce n'est certes pas casser les instruments indispensables. Il n'y aura pas de recomposition du mouvement ouvrier sur de nouveaux axes sans continuité historique, sans acquis stratégiques, sans capacités politiques et organisationnelles... C'est

avec tous les acquis qui sont les siens que la LCR doit aborder les processus à l'œuvre.

Relever le défi, pour la LCR, c'est aussi s'appuyer sur un de ses acquis les plus précieux : la compréhension que la constitution d'une nouvelle avant-garde ne relève pas des proclamations mais de processus concrets complexes. Chacun s'accorde à reconnaître que les voies du sectarisme sont des impasses. Encore faut-il mettre les actes en harmonie avec les propos. Surtout lorsqu'on se trouve confronté à des possibilités aussi décisives que celles qui se dessinent...

Il ne s'agit ni de pari ni de fiction. On ne parle pas d'une fusion dont les conditions sont encore loin d'être réunies. Il s'agit de s'inscrire dans un processus qui n'en est qu'à ses débuts, qui appelle des débats d'ordre stratégique et des rapprochements substantiels sur le terrain de l'action. Mais un processus dont, oui, on doit dire qu'on accepte sans hésitation que le terme **possible** (et **souhaitable** !) soit la construction d'une nouvelle organisation.

C'est ce que font les thèses de la majorité : « *S'il surgissait de cette crise un courant prêt à tirer loyalement un trait sur le passé stalinien sans renoncer au communisme, c'est-à-dire à la construction d'un parti révolutionnaire d'action, luttant avec conséquence pour l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière, pour un projet socialiste démocratique, pour une solidarité active avec les peuples en lutte contre la bureaucratie, nous serions prêts à envisager avec eux la possibilité d'une organisation commune, démocratique et ouverte à tous ceux prêts à s'engager dans cette voie.* » (Thèses III.15, p. 35.)

Telles sont les deux réponses — étroitement combinées pour former une même orientation — que notre congrès doit apporter : — comment **intervenir** et nous **construire** dans la situation, sur la base d'une ligne de mobilisation unitaire et d'appui à l'auto-organisation ;

— comment **s'inscrire positivement** dans les recompositions en cours pour avancer dans la voie de la construction d'un parti révolutionnaire des travailleurs.

Pour la majorité du comité central
François Ollivier (BP)
Francis Sitel (BP)

Ce n'est vraiment pas le moment que la LCR se dissolve !

Non, la société française n'a pas viré à droite !



Gérard FILOCHE
(Tendance pour l'unité ouvrière)

A PRES mars 1986, le PCF a expliqué partout que « la société française avait glissé à droite ». Octobre 1986, L. Jospin affirme à son tour : « Le PS agit dans une situation historiquement défavorable. » Ces propos n'encouragent guère à l'optimisme et à la lutte : cela fait le jeu de Chirac qui met en œuvre, à marche forcée, une politique à la Reagan et à la Thatcher contre les syndicats, contre les acquis des travailleurs.

Même parmi les trotskystes, la majorité de la LCR courbe le dos : *Critique communiste* titrait son article de bilan du 16 mars : « Une nouvelle donne : la tendance de fond : un glissement à droite. » De mars à décembre 1986, l'analyse de la majorité de la LCR était empreinte de cette idée de « glissement à droite » ; on ne parlait que de désarroi, démoralisation des travailleurs, « intériorisation de la crise », etc.

Il a fallu la puissance des mouvements sociaux de la fin 1986 pour étayer l'analyse de notre minorité que mars 1986 n'avait pas inversé totalement mai-juin 1981 et que la période issue de Mai 68 était fondamentalement inchangée.

Le mouvement jeune, puis les grèves SNCF, RATP, EDF, marins et instituteurs ont surpris la majorité de la LCR qui y a vu un « tournant » ! Mais pourtant, ce mouvement de masse était inscrit... depuis trois ans (et nous le disions dans les textes internes) dans les mobilisations de la jeunesse. Marche des Beurs en décembre 1983, Convergence en décembre 1984, concert de la Bastille en juin 1985, marche des Beurs avec SOS-Racisme le 7 décembre 1985, concert de la Bastille le 14 juin 1986 : la « SOS-génération », ça fait trois ans qu'on la voit monter en puissance !

Même aujourd'hui, malgré la force de ces mouvements sociaux et le coup d'arrêt qu'ils ont donné à Chirac, la majorité de la LCR reste sceptique au point de reprocher dans *Critique communiste* de mars 1987 aux « rénovateurs » du PCF leur manifeste « empreint d'optimisme » parce qu'il « relativise les effets de la crise » ! Ce n'est vraiment pas sur ce sujet qu'il faut critiquer le manifeste du Comité de coordination des rénovateurs communistes (COCORECO).

Union dans les luttes !

Il nous semble, à nous, Tendance pour l'unité ouvrière, qu'il convient au contraire de souligner le fait que les rapports de forces sociaux n'ont pas été inversés sous les effets de la crise économique du système capitaliste.

Il faut donc prendre appui sur l'élan des luttes de cet hiver et les espoirs qu'elles ont fait naître pour œuvrer à recréer l'unité des organisations ouvrières et faire échec à Chirac, le chasser.

Selon nous, c'est possible. Les circonstances sont favorables à la LCR (et si elle n'en profite pas, c'est par erreur d'orientation politique) pour agir avec tous les travailleurs et mettre en échec les libéraux au pouvoir, imposer une nouvelle majorité des partis ouvriers au Parlement.

D'abord, engageons-nous davantage dans les organisations de jeunesse comme SOS-Racisme et l'UNEF, construisons un syndicat lycéen ! Il y a là une **génération fantastique** avec laquelle nous avons commencé à nous lier au cours des mois de novembre et

décembre 1986. Comme ces jeunes-là, la LCR veut faire « encore mieux qu'en Mai 68 ». Comme ces jeunes-là, la LCR entend tourner le dos au gauchisme et choisir l'action de masse, unie, déterminée, sur des objectifs clairs. Comme cette jeunesse-là, la LCR veut donner toute la place qui leur revient, à égalité de droits, aux femmes.

Ensuite, tirons la leçon des grèves exemplaires des cheminots, de celles de la RATP, des marins et des instituteurs : les luttes doivent être prises en main collectivement, démocratiquement — vivent les coordinations élues, unitaires ! vivent les comités de grève ! — et pour cela, imposons l'unité syndicale. Inlassablement, avec les travailleurs, nous devons interpeller les dirigeants de la CFDT, de la CGT, de FO et de la FEN pour qu'ils agissent dans l'unité (par exemple pour la défense de la Sécurité sociale car, sur ce terrain, un gigantesque mouvement de masse est possible).

La clé de l'orientation que nous proposons au congrès de la LCR, c'est la bataille contre la division PS-PCF, contre la division syndicale. On ne gagnera pas sans unité. L'union fait la force. Et cette unité doit se faire à la base comme au sommet, pour l'action, contre le patronat et la droite. Allons jusqu'au bout dans cette voie : soyons les champions de l'unité et de la démocratie dans les luttes.

Gagner au trotskysme des milliers de communistes et de socialistes

Pour se construire, la LCR doit rompre avec son « look » gauchiste, sectaire, avec la surenchère « à gauche de la gauche ». Finissons-en avec la ligne de l'« alternative » où l'on s'enferme dans un ghetto avec de petits cercles d'extrême gauche devenus marginaux : retrait total de cette orientation gauchiste ! L'occasion est là avec la crise au sein du PCF et la possibilité que se développe un courant gauche au sein du PS.

Derrière le phénomène dit des « rénovateurs », il y a une occasion extraordinaire de gagner au programme trotskyste des milliers de militants communistes. C'est sans précédent. A nous de saisir cela. Même si derrière le manifeste de COCORECO il y a une grande hétérogénéité et des positions encore incertaines, des milliers de militants communistes, avec une influence syndicale significative, sont prêts à s'engager concrètement dans des actions unitaires et à discuter avec la LCR, si celle-ci sait être attractive et faire valoir les qualités de son programme et de son organisation.

Au sein du PS, on voit une génération venue à ce parti récemment qui commence à en secouer les fondations et à être le moteur des luttes de la jeunesse. La jonction entre ces jeunes et des secteurs du PS qui refusent l'attentisme imposé par la cohabitation, qui refusent la perspective d'une alliance avec la droite, est à l'ordre du jour. C'est une opportunité rare : des mouvements de masse — historiques — de la jeunesse, des perspectives sans précédent au sein du PCF et du PS, une exigence dans toutes les grèves récentes d'unité, d'unité syndicale et politique ! Nous, trotskystes, devons démontrer que nous « sommes dans le coup », que nous sommes réjouis par ces phénomènes tant attendus, que cela corres-

pond à notre programme, que nous sommes avides, farouchement, de démocratie, de lutte, d'unité pour, efficacement, battre et chasser Chirac (et Barre).

Ce n'est pas le moment que la LCR se dissolve !

Ce n'est pas le moment que la LCR se dissolve ou s'efface en tant qu'organisation trotskyste et section publique, indépendante, de la IV^e Internationale (et si la majorité veut aller dans cette voie, nous nous y opposerons par tous les moyens), mais **c'est le moment, au contraire, d'être très bien organisés** pour, par exemple, faire surgir un vaste courant unitaire dans lequel nous travaillerons avec des militants du PCF et du PS, avec des responsables dans les quatre grands syndicats. Car le « test » des rapprochements politiques et organisationnels, c'est l'action commune prolongée.

Prôner l'unité du PS et du PCF est une tâche incontournable : malgré tout le passif accumulé des dirigeants staliniens et sociaux-démocrates, il n'existe pas d'autre issue politique qu'un gouverne-

ment PS-PC rompant avec la bourgeoisie. Battaie une deuxième fois la droite, c'est mieux qu'une : ça ouvrirait des conditions plus favorables pour que les travailleurs, cette fois, disent : « Ne nous privez pas de notre victoire, nous voulons un **vrai** changement, nous ne nous satisferons pas de ce que vous avez fait après 1981, nous exigeons satisfaction de nos revendications. »

Unité des organisations ouvrières, du PS, du PC, des syndicats, union dans les luttes pour battre Chirac, union aux élections — désistement inconditionnel pour le candidat le mieux placé pour battre la droite — pour les revendications des travailleurs, contre le racisme, pour les droits des femmes, pour l'école publique... Voilà ce qui doit se trouver, selon nous, dans la plate-forme d'un candidat au premier tour des présidentielles. Nous proposons à **tous** ceux qui, avec la LCR, seraient prêts à défendre une telle **plate-forme** de faire une campagne commune avec un candidat commun. Ce serait le candidat de l'unité ouvrière : sa campagne pèserait en faveur de l'unité au second tour, elle aurait un impact dans le PC et le PS, elle encouragerait les luttes, elle poserait les jalons d'un nouveau parti des travailleurs...

Pour la Tendance pour l'unité ouvrière, Gérard Filoche (BP de la LCR, SFQI)

Le 21 mars 1988, le PCF a été élu à la présidence de la République. C'est une victoire importante pour le parti communiste. Mais cette victoire n'est que le résultat d'une campagne électorale menée dans des conditions très défavorables. Le PCF a dû affronter une droite puissante et une gauche divisée. Malgré cela, le parti a réussi à rassembler une majorité de voix. Cette victoire est le résultat d'une campagne électorale menée dans des conditions très défavorables. Le PCF a dû affronter une droite puissante et une gauche divisée. Malgré cela, le parti a réussi à rassembler une majorité de voix.

Le 21 mars 1988, le PCF a été élu à la présidence de la République. C'est une victoire importante pour le parti communiste. Mais cette victoire n'est que le résultat d'une campagne électorale menée dans des conditions très défavorables. Le PCF a dû affronter une droite puissante et une gauche divisée. Malgré cela, le parti a réussi à rassembler une majorité de voix.

Le 21 mars 1988, le PCF a été élu à la présidence de la République. C'est une victoire importante pour le parti communiste. Mais cette victoire n'est que le résultat d'une campagne électorale menée dans des conditions très défavorables. Le PCF a dû affronter une droite puissante et une gauche divisée. Malgré cela, le parti a réussi à rassembler une majorité de voix.

Le 21 mars 1988, le PCF a été élu à la présidence de la République. C'est une victoire importante pour le parti communiste. Mais cette victoire n'est que le résultat d'une campagne électorale menée dans des conditions très défavorables. Le PCF a dû affronter une droite puissante et une gauche divisée. Malgré cela, le parti a réussi à rassembler une majorité de voix.

Le 21 mars 1988, le PCF a été élu à la présidence de la République. C'est une victoire importante pour le parti communiste. Mais cette victoire n'est que le résultat d'une campagne électorale menée dans des conditions très défavorables. Le PCF a dû affronter une droite puissante et une gauche divisée. Malgré cela, le parti a réussi à rassembler une majorité de voix.

L'union dans les luttes !

Il nous est difficile de nous entendre pour l'union dans les luttes. Mais c'est une nécessité. Nous devons unir nos forces pour battre la droite et pour défendre nos intérêts. L'union est la condition sine qua non de toute victoire.

Il nous est difficile de nous entendre pour l'union dans les luttes. Mais c'est une nécessité. Nous devons unir nos forces pour battre la droite et pour défendre nos intérêts. L'union est la condition sine qua non de toute victoire.

Il nous est difficile de nous entendre pour l'union dans les luttes. Mais c'est une nécessité. Nous devons unir nos forces pour battre la droite et pour défendre nos intérêts. L'union est la condition sine qua non de toute victoire.

Gagner au trotskysme des militants de communistes et de socialistes

Pour se constituer, la LCR doit compter avec son « look » social, son secteur, avec la recherche « à gauche de la gauche ». Elle doit être une force de gauche, une force de lutte, une force de combat. Elle doit être une force de gauche, une force de lutte, une force de combat.

Pour se constituer, la LCR doit compter avec son « look » social, son secteur, avec la recherche « à gauche de la gauche ». Elle doit être une force de gauche, une force de lutte, une force de combat. Elle doit être une force de gauche, une force de lutte, une force de combat.

Pour se constituer, la LCR doit compter avec son « look » social, son secteur, avec la recherche « à gauche de la gauche ». Elle doit être une force de gauche, une force de lutte, une force de combat. Elle doit être une force de gauche, une force de lutte, une force de combat.



Les fondements de notre démarche

Pierre BRON
(Tendance 3)

LA LCR va mal. Elle se trouve aujourd'hui dans une situation de désorientation et d'éclatement politiques dont les racines sont nombreuses, profondes, anciennes. Elles tiennent à des erreurs profondes d'orientation sur le sens de la victoire de la gauche en 1981, le pronostic de son débouché révolutionnaire, puis d'une radicalisation ouvrière rapide contre l'austérité.

Elles tiennent à des erreurs de construction : l'avant-gardisme triomphaliste et gauchiste qui suivit Mai 68 ; la ligne désastreuse de fusion avec l'OCI de la fin des années soixante-dix ; une conception étriquée de la prolétarisation ensuite ; un équilibre bâtarde, enfin, entre une démarche d'unité privilégiée avec LO et une ligne hésitante, tacticienne et tardive d'alternative. Mais plus profondément, elles résident dans un retard et une sclérose liés à l'absence d'une réflexion et d'un débat approfondis sur les évolutions majeures du capitalisme et du mouvement ouvrier qui doivent guider les conditions d'activité et le programme d'une organisation révolutionnaire.

Or, nous sommes aujourd'hui dans une période de mutations : la crise du capitalisme est profonde, durable, mais elle n'est pas une crise d'effondrement ; elle est porteuse de transformations d'ampleur dans la composition du salariat, dans les qualifications, dans les formes d'entreprise et le contenu du travail. Elle débouche sur une profonde recomposition du mouvement ouvrier dans ses rapports de forces, mais qui concerne aussi ses références stratégiques et ses pratiques, y compris celles des révolutionnaires. Cela, mais aussi la réactivation du mouvement social de cet hiver témoignent des potentialités devant nous, mais aussi de l'ampleur des réactualisations nécessaires. Il existe en effet des périodes où les mutations à l'œuvre supposent pour les révolutionnaires des refondations, c'est-à-dire des redéfinitions d'ampleur concernant le programme, les orientations et les politiques de construction, les modèles organisationnels. Les acquis fondamentaux du marxisme révolutionnaire n'ont alors de sens que s'ils permettent de raisonner les redéfinitions nécessaires. Nous sommes dans une telle période. L'enjeu du congrès, c'est d'abord cela : faire la démonstration que la LCR est capable de se confronter à ces questions sérieusement, d'en examiner les implications majeures.

Plusieurs réponses apparaissent dans la LCR

La Tendance appelée par dix membres du comité central nous semble porteuse d'une appréciation gauchiste de la situation, d'une vision sectaire de la construction d'une organisation révolutionnaire, articulée autour d'une démarche privilégiée vis-à-vis de LO, d'un triomphalisme sur les possibilités ouvertes par les luttes ouvrières et d'une indifférence profonde envers les véritables processus de recomposition du mouvement ouvrier. La Tendance pour l'unité ouvrière développe aussi une vision triomphaliste de la situation sociale et tend à restreindre l'activité de la LCR à une conception restrictive du front unique, tournant le dos aux nécessaires débats stratégiques d'orientation dans le mouvement ouvrier ou ne les concevant que sur le mode de la défense de l'orthodoxie trotskyste. Cela ne saurait, il est vrai, inquiéter ceux pour qui « notre programme est le bon, c'est la réalité qui nous entoure qui

est archaïque ». La majorité du CC, quant à elle, refuse de comprendre la dimension stratégique d'une politique globale et cohérente d'alternative. La perspective en est d'ailleurs enterrée dans son projet de thèses. Elle semble prête à un nouveau tournant brusque en direction des oppositionnels du PCF cette fois, mais sans réflexion approfondie sur l'actualisation nécessaire de la pratique et du programme des révolutionnaires aujourd'hui, alors même que les questions d'ores et déjà posées par les rénovateurs ne sont pourtant pas minces.

Ces réponses ont entre elles plusieurs divergences de taille, mais une caractéristique commune. Elles contournent une question de fond : la crise structurelle du mouvement ouvrier et, en son sein, celle du projet révolutionnaire. Elles n'en comprennent pas les dimensions et ne peuvent y répondre. C'est, à l'inverse, notre point de départ : le projet socialiste, pour regagner un crédit aujourd'hui mis en cause, suppose une rénovation fondamentale, dans ses diverses dimensions.

Les transformations mêmes du capitalisme, du salariat, des forces productives, la complexité accrue de la société et de la reproduction sociale, la pluralité des sujets de la transformation sociale, l'autonomie nécessaire de pratique et d'élaboration des mouvements sociaux sur divers terrains, l'expérience de la dégénérescence totalitaire et bureaucratique des sociétés de l'Est supposent de mettre au centre de nos références l'autogestion sociale et d'en tirer toutes les leçons.

La crise actuelle affaiblit le monde du travail, contribue à son éclatement et à sa différenciation ; combinée avec le ralliement de la gauche à la gestion de l'ordre établi, elle brouille les cartes pour de nombreux travailleurs. Certes, les luttes sont possibles et elles sont importantes, la période récente l'a montré. Mais elles ne sont pas porteuses en tant que telles d'une dynamique de généralisation et de centralisation qui réglerait par miracle les questions stratégiques. Par ailleurs, ces luttes ont montré un souci profond d'auto-organisation, de contrôle collectif, de mobilisation sur des objectifs tangibles, en même temps que diverses formes de défiance par rapport aux organisations nationales, politiques ou syndicales. Répondre à ces aspirations, les articuler à un projet global est essentiel. Cela ne peut se limiter à une intransigeance revendicative, et cela suppose d'explicitier les voies et les moyens d'une ligne de résistance qui soit aussi porteuse de solutions alternatives et qui, sur les divers terrains des offensives bourgeoises, développe des objectifs de mobilisation et des contre-propositions dont le socle soit constitué par une autre logique sociale. La défense et l'extension des droits sociaux, le droit à l'emploi et au revenu, les valeurs d'égalité et de solidarité, l'utilité sociale de la production, la maîtrise de la technologie, la préservation des équilibres écologiques, etc...

Notre démarche

Le sens fondamental de notre démarche est le suivant : peser dans la recomposition du mouvement ouvrier pour contribuer à dégager les voies d'une alternative socialiste autogestionnaire. Cette démarche a pour nous une portée stratégique. Parce qu'elle répond



PCF : l'audace ou le saut dans le vide

AGUIRRE, LAURENT, MANUEL
(Tendance appelée par dix membres du comité central)

LA crise ouverte que traverse le PCF est d'une importance historique considérable modifiant les conditions de construction d'un parti révolutionnaire. Depuis soixante ans, le PCF a été le principal cadre d'activité des travailleurs les plus conscients en même temps que le plus impitoyable laminoir de tous ceux qui voulaient réellement mener une action révolutionnaire.

Notre espoir a toujours été que les travailleurs, les militants se détournent de ce parti pour construire avec nous une véritable force révolutionnaire. C'est avec amertume que nous voyons depuis huit ans un PCF déclinant, rejeté vers la marginalité, sans que ce déclin ne voie parallèlement le développement des forces révolutionnaires. Aujourd'hui, pour la première fois, de la crise du PCF émerge une opposition frontale à la direction qui rencontre un large écho dans de nombreuses couches militantes.

Nous devons peser toute l'importance d'une telle situation sans pour autant que la boussole qui guide notre action ne devienne folle comme à proximité d'un aimant. Or, c'est aujourd'hui le danger qui nous guette. Tant dans ses propositions pour le congrès que dans *Rouge et Critique communiste*, notre direction envisage à court terme la possibilité d'une fusion avec le courant oppositionnel communiste s'il décide de quitter le PCF faisant comme si les conditions politiques étaient réunies ou en voie d'être réunies.

L'appréciation positive du document des camarades rénovateurs et de la dynamique de regroupement qu'ils constituent sont à la base de cette proposition. Autant nous pensons indispensable une politique d'action et de débat communs avec ces camarades, autant nous sommes en désaccord radical avec l'analyse et les conclusions que tire notre direction.

a) Les positions des camarades rénovateurs dessinent-elles une perspective pour un authentique parti révolutionnaire ?

Les principaux éléments positifs du document sont :

- une rupture avec le stalinisme, mais qui est partielle et confuse. Le jugement sur la politique de Gorbatchev, présentée comme une rupture avec le passé, montre les limites de la compréhension de ce phénomène ;
- une condamnation de l'acceptation par le PCF de la force de frappe française ;
- la reconnaissance de la place indispensable de la lutte des femmes ;
- des développements sur l'auto-organisation, ce qui constitue un aspect nouveau pour des camarades issus du PCF.

Mais cette dernière prise de position est entachée d'une grave limite quant à la portée stratégique de la lutte pour l'auto-organisation. Pour les camarades rénovateurs, l'autogestion, l'auto-organisation se mêlent allègrement à la gestion de bouts d'Etat bourgeois, par les élus notamment. La reprise de l'idée du PCF quant aux possibilités de développement d'espaces de contre-gestion dans l'entreprise constitue aussi une limite pour une lutte efficace contre les attaques patronales.

Enfin, les limites, pour ne pas dire l'absence, de critique claire de la participation gouvernementale du PCF ne peuvent que susciter de sérieuses interrogations quant à la profondeur des convictions énoncées dans ce texte. Nous ne pouvons pas non plus

faire l'économie d'un jugement sur l'absence totale d'intervention de l'opposition lors des derniers conflits, l'attitude dans de tels conflits étant décisive pour juger des convergences pratiques.

Si ce document marque une nette rupture avec la direction du PCF, son contenu ne peut être défini que comme réformiste de gauche. Une tentative de donner à une nouvelle version de l'Union de la gauche un contenu de combat. Et même s'il recouvre des préoccupations très différentes, la dynamique de ce texte ne présente pas de tendance intrinsèque à aller vers la gauche.

Les affirmations parfaitement réformistes sur l'Etat ainsi que sur la place et le rôle des élus dans les institutions où ils siègent montrent bien la place et le rôle clé qu'occupe cette catégorie de militants dans le regroupement des camarades rénovateurs.

b) Refuser la perspective d'une fusion pour continuer à convaincre.

Au total, ni les positions politiques exprimées ni les actes accomplis par ces camarades ne correspondent aux critères que nous avons collectivement définis lors d'autres rapprochements pour envisager une fusion. Dans les conditions politiques actuelles, une organisation fusionnée dont les militants qui s'en réclament se contrediraient régulièrement lorsqu'il s'agira de faire des propositions aux travailleurs serait une organisation inefficace. Pire, la paralysie ou l'éclatement la guetterait à la première échéance politique sérieuse.

La force des révolutionnaires, comme l'ont souligné les dernières luttes, tient à leur existence indépendante qui leur permet de défendre l'intégralité de leurs positions sur le champ politique. Très secondairement à leur seule force de conviction intellectuelle.

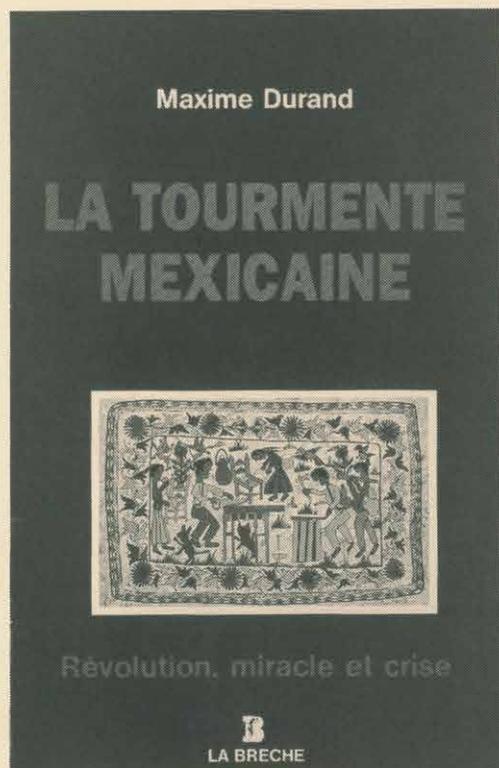
Dans la lutte des cheminots ou contre le racisme, le rapport des forces fait que pour tous les militants ouvriers il n'existe que deux voies clairement matérialisées, celle défendue par les organisations réformistes et celle défendue par les révolutionnaires. L'existence de la LCR et sa capacité d'intervention et de débat sont la garantie que les camarades rénovateurs aient effectivement ce choix vivant sous les yeux. La disparition de celle-ci donnerait un avantage absolu à la politique et à la pratique réformistes et handicaperait considérablement les possibilités d'évolution vers des positions révolutionnaires des camarades rompant aujourd'hui avec la direction du PCF (et pas seulement d'eux, d'ailleurs). Il faut par ailleurs préciser ici que nous devons nous garder de résumer notre politique vis-à-vis du PCF à une seule démarche à l'égard des rénovateurs car il existe au sein du PCF nombre de militants critiques qui ne se reconnaissent pas dans ce courant.

c) Les propositions que doivent faire les révolutionnaires aux communistes rénovateurs : débattre et collaborer pour l'action.

Nous devons tenter de mettre en place des rencontres à tous les niveaux et débattre de tous les problèmes auxquels les travailleurs sont aujourd'hui confrontés. Y compris de la nécessité de construire un nouveau parti révolutionnaire qui défende jusqu'au bout les intérêts immédiats et historiques des travailleurs.

Si, avec les camarades rénovateurs, nous voulons tracer une perspective crédible pour les travailleurs, il faudra aussi les uns et les autres tirer les leçons du passage au gouvernement des socialistes.

MAXIME DURAND La tourmente mexicaine



L'auteur nous guide à travers un Mexique qui surprend par ses paradoxes. Pays charnière entre l'Amérique latine et le géant US, pays producteur de pétrole mais criblé de dettes, pays où coexistent la liberté politique et la répression sanglante. Régulièrement à la une de l'actualité internationale, le pays de Zapata et de Pancho Villa est engagé dans une crise dont l'issue est plus qu'incertaine. Maxime Durand dissèque l'ensemble des données économiques et sociales de ce pays pour en dresser un tableau précis et passionnant.

200 pages, 73 F.

AERIP

Journées d'études
Mutations économiques,
technologiques, sociales
et culturelles

Samedi 9 mai
et dimanche 10 mai 1987
Bourse du Travail de Saint-Denis
Métro : Porte-de-Paris

Samedi 9 mai, de 9 h 15 à 12 30 :
ECLAIRAGES SUR LA CRISE
avec Gérard Kebabjian, Robert Boyer, Pierre Dockès, Thomas Cou-trot.

Samedi 9 mai, de 14 h 30 à 19 00 :
MUTATIONS ET STRATEGIES PATRONALES
avec Michel Delapierre, Philippe Zarifian, Pierre Morville, Yvan Crépeau, Pierre Bauby, Benjamin Coriat.

Dimanche 10 mai, de 9 h 15 à 13 30 :
MUTATIONS ET MONDE DU TRAVAIL
avec Jean-Luc Heller, Gérard Marnet, Danielle Kergoat, Roland Le Bris, Guy Groux, Serge Volkoff, Jacques Scheibling.

librairie
diffusion

LA BRECHE

heures d'ouverture

lundi : de 14 h à 20 h
du mardi au samedi
de 12 à 20 h

**Achetez-y
tous vos livres**

5 % d'avoir à partir de
500 F d'achats (de livres)

9, rue de Tunis. 75011 Paris.
Tél : 43 67 63 57



Le numéro 2 de *CHRONIQUES VIETNAMIENNES**

est paru

Au sommaire :

- Un dossier exclusif sur le VI^e Congrès du PCV
- Une correspondance de Ho Chi Minh-Ville
- Des poèmes satiriques qui circulent au Vietnam
- Une étude sur la révolte des intellectuels en 1956
- Une critique du livre d'Alain Ruscio, *les Communistes français et la guerre d'Indochine*
- Les rubriques habituelles

Le numéro : 15 francs.
Abonnement pour un an : 60 francs.
Soutien à partir de 100 francs.

Chroniques vietnamiennes, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.
CCP 20 672 57 Z Paris.

* Edité par le groupe trotskyste vietnamien en France (LCR).